

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 10 MAI 1978 — N° 694

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

**Séguy - Maire
palabrent,**

ASSEZ !

Assez !
Séguy chez Giscard, Maire chez Barre, Ceyrac reçoit Séguy, Bergeron chez Bergeron... Et quand on croit que c'est fini, ça recommence.

Depuis la fin des élections, Giscard, Barre et aujourd'hui Ceyrac ont tour à tour reçu les courtoises visites des dirigeants des deux grandes centrales syndicales, au point d'en rendre jaloux Bergeron qui avait jusqu'à présent un quasi monopole de ces entrevues. Et à chaque fois les media tentent de nous tenir en haleine, ça n'en finit pas de décrier Séguy et Maire se prêtent complètement à la mise en scène : «Attention nous allons discuter, mais il faut que le patronat cède des choses concrètes». A chaque visite on apprend que rien n'est gagné... mais qu'une ouverture est possible, qu'il faut tenir bon... pour les prochaines négociations. On n'en finit pas, et pourtant, le premier tour des élections, c'était déjà il y a deux mois.

Pendant trois ans, Maire et Séguy avaient tenu les travailleurs en haleine, promettant qu'à condition de ne pas effrayer par nos luttes l'électorat, la gauche gagnerait et satisferait toutes les revendications. Résultat : les deux premiers plans Barre sont passés, et la gauche pour laquelle Maire et Séguy avaient engagé à fond leur confédération a été battue, toutes promesses envolées. Et aujourd'hui, il faudrait encore attendre.

Encore attendre la fin du ballet des visites qui dure depuis deux mois déjà, la fin des négociations par branche, qui dureront des mois aussi, attendre le temps peut-être que le troisième plan Barre soit à son tour passé.

Non ce n'est pas possible d'accepter cela. Les travailleurs ne peuvent attendre. Pendant que Séguy et Maire discutent à perte de vue, dans des usines les travailleurs ont directement engagé l'action. La grève des bus parisiens s'est élargie en ce début de semaine (16 dépôts sur 23 en grève à 90 %). A Duroi Jacquet dans la banlieue parisienne, les ouvriers durcissent leur action, décident d'occuper leur usine, expulsant les nervis de la CFT. Pour ne citer que ces deux grèves significatives. C'est cette voie qu'il faut suivre : il ne faut rien attendre des discussions des directions confédérales, c'est dans leurs usines que les travailleurs doivent prendre en main l'action contre le troisième plan Barre.

Lire nos articles en page 4

**DUROI-JACQUET :
24^e JOUR DE GRÈVE**

ILS CHASSENT LES NERVIS



Les ouvriers de Duroi-Jacquet (sur notre photo) ont occupé leur usine en chassant les nervis de la CFT

Lire en pages 5 et 6 nos reportages
sur les grèves des bus et la grève de Duroi-Jacquet.

ALLEMAGNE DE L'EST

LA REVOLTE DU 1^{ER} MAI

Des manifestations très violentes ont eu lieu le jour du 1^{er} mai dans plusieurs villes d'Allemagne de l'Est. La cible en était les magasins réservés à la bourgeoisie d'Etat et du Parti auxquels les ouvriers, employés ne peuvent avoir accès, et où ceux-là s'approvisionnent en produits introuvables dans les magasins réservés aux masses populaires.

Selon la presse allemande qui s'est fait l'écho des premières informations concernant ces manifestations, celles-ci ont été particulièrement violentes dans la ville de Kaiserberg. Dans cette ville des fonctionnaires du Parti ont été encerclés par 300 manifestants. Les manifestations ont duré deux heures. La police a chargé avec les chiens. Selon les témoins, des femmes et des enfants ont été mordus. Des charges de police avec canons à eau et grenades lacrymogènes ont également eu lieu.

L'an dernier des bagarres avaient opposé, à Berlin-Est des manifestants qui protestaient contre l'occupation soviétique aux policiers. En novembre des grèves ont eu lieu à Karl Marx Stadt et sur les quais de Rostov contre les privilèges réservés à la bourgeoisie révisionniste.

La révolte du premier mai 1978, dont les premières informations laissent deviner l'importance et l'ampleur, prend place dans un mouvement populaire étendu et profond contre la nouvelle bourgeoisie. Qu'après la Pologne un tel mouvement apparaisse en RDA est significatif : le modèle de la «réussite» révisionniste que le PCF présente volontiers aux travailleurs se révèle être une société où la nouvelle bourgeoisie qui détient les postes dans le Parti et dirige l'Etat entre en conflit de plus en plus ouvert avec la classe ouvrière et les masses populaires.

INTERVIEW DE M^e ZAVRIAN Envoyé par les Droits de l'Homme EN TUNISIE



M^e Zavrian, avocat, chargé de mission par la Fédération Internationale des Droits de l'Homme en Tunisie nous explique les conditions de son expulsion de Tunisie alors qu'il enquêtait sur le procès des syndicalistes arrêtés.

Lire en page 10

Dossier scolaire supprimé : le fichage scolaire continue

«Ce dossier scolaire a empuanti l'atmosphère... On s'aperçoit qu'il est lourd et incertain». Sur cette déclaration de Beullac s'est achevée l'existence de la dernière invention de René Haby. La «concertation» avec la FEN et la Fédération Cornec est à ce prix.

Beullac, qui avait inventé les inspecteurs-flics à l'ANPE, en connaît pourtant un bout en matière de fichage.

Lire en page 12

Non à l'extradition de Bellavita

Le journaliste italien Bellavita passe devant la Chambre d'accusation qui statue sur une demande d'extradition formulée par la justice italienne.

Les arguments à l'appui de cette demande mettent en cause son activité de directeur de journal en 1974 en Italie. Il est réfugié en France depuis cette date.

Lire en page 12

Mesrine en cavale, Peyrefitte sur la sellette

«Cette évasion donne à penser que Jacques Mesrine a dû bénéficier de complicités. C'est une affaire très grave. Une bavure. Des mesures administratives seront à prendre» déclarait lundi soir un Peyrefitte fort déconfit.

Le fait que Mesrine, fort admiré dans les milieux d'extrême-droite, ait bénéficié de complicités à un niveau élevé est très probable.

D'un autre côté, le gouvernement se servira certainement de l'évasion pour faire accepter par le Sénat son projet de loi légalisant les Quartiers Haute Sécurité, et étendant les pouvoirs de la police.

Lire en page 8



MAI 68 au jour
le jour

Paris, 9 mai

14 h 30, le recteur confirme que les cours vont reprendre à la Sorbonne et à Nanterre.

Les étudiants prennent 2 décisions :

— nouvelle manifestation le 10 mai au soir.

— La Sorbonne sera occupée nuit et jour dès que la police l'aura évacuée.

UNEF ET SNESup maintiennent leur ordre de grève illimitée jusqu'à la libération des étudiants en prison, l'arrêt des poursuites en justice, et le retrait de la police.

Des milliers d'étudiants attendent tout l'après-midi le retrait des forces de police de la Sorbonne. Geismar (qui avait promis la veille : «Ce soir, la Sorbonne sera à nous, libérée ou non par la police») est critiqué. Aragon, poète du PCF, venu «apporter son soutien aux étudiants» est violemment pris à parti pas des étudiants.

— Peu avant minuit, coup de théâtre : le ministère annonce la réouverture de Nanterre, mais «la Sorbonne restera fermée pour ne pas laisser des irresponsables s'installer dans les facultés».

En province, 9 et 10 mai

Grèves et manifestations se poursuivent, pour exiger la libération des étudiants parisiens, l'arrêt de la répression policière.

— A Lyon, le 9 mai, une manifestation groupe des étudiants et des travailleurs CFDT. Des exemplaires de journaux *Le Progrès* et *Dernière heure lyonnaise* sont brûlés.

— Manifestations, assemblées à Clermont-Ferrand, Toulouse, Rennes, Angers, Nantes, Tours, Bordeaux, Limoges, St-Etienne.

Vendredi 10 mai

— Nanterre rouvre ses portes : les cours sont interrompus, et beaucoup décident de participer le soir à la manifestation.

— La mobilisation dans les lycées :

Depuis la rentrée 67, les CAL (Comité d'Action Lycéen) se sont développés dans les lycées. Dès le 6 mai, des lycéens ont participé aux manifestations étudiantes. La mobilisation prend vite de l'ampleur, dans la plupart des grandes villes, et dans un certain nombre de petites. Leurs revendications : reconnaissance des CAL, liberté d'expression politique dans les lycées, autodiscipline, participation à la vie du lycée.

Les CAL les plus actifs sont ceux des grands lycées, à Paris et en province, et ceux des lycées techniques (par exemple en Moselle, le 8 mai, il y a 99 % de grévistes dans les lycées techniques). A Rouen, le 9 mai, un «comité central de grève lycéen» s'est constitué. Chaque fois que cela est possible, les lycéens se regroupent à quelques centaines, font le tour des lycées, et organisent des meetings aux heures de sortie.

— 10 mai, dès 8 h, 2 000 lycéens partis de la porte Clichy sillonnent Paris en faisant le tour des principaux établissements. A midi, ils sont à Condorcet.

On annonce aussi des grèves et des manifestations dans les lycées en banlieue (Bondy, Le Raincy, Villemonble, Montreuil, Aubervilliers), à Creil et en banlieue sud. Au lycée Lavoisier, le piquet de grève est arrêté par la police.

C'est finalement un cortège de 5 000 lycéens qui se joindra aux étudiants, aux cris de : «De Gaulle responsable», «Des lycées, pas des casernes», «Libérez nos camarades».

— 19 h 30, 15 000 manifestants sont regroupés (étudiants, lycéens, jeunes ouvriers). Certains crient : «A l'ORTF», d'autres : «Dans les quartiers ouvriers». Finalement ils se dirigent vers le quartier latin. La consigne est : «Occupation du Quartier latin sans attaquer les forces de police».

Des négociations, engagées avec la police, échouent.

— 2 h 15 du matin, la police a l'ordre d'attaquer les manifestants, prend d'assaut 60 barricades. L'affrontement durera 4 heures, avec une extrême violence. Bilan : 367 blessés (dont 54 hospitalisés), 460 manifestants interpellés, 26 poursuivis en justice.

Dans toute la France, le choc est immense. Les affrontements ont été décrits toute la nuit, minute par minute, par les stations de radio périphériques.

Etranger

Le Monde publie une déclaration de l'Agence Chine Nouvelle disant notamment : «La lutte héroïque des étudiants a ébranlé l'ensemble du pays et provoqué bien des appréhensions dans les milieux dirigeants français».

● Une pétition nationale circule actuellement dans les casernes pour exiger les transports gratuits pour les permissionnaires et des permissions hebdomadaires. 2 000 signatures ont déjà été réunies. Des signataires se sont vus infliger des peines d'arrêt, parfois de rigueur.

La pétition qui circule actuelle dans les casernes correspond à des revendications unanimement ressenties par les appelés. Elle revendique :

— la gratuité des transports pour toutes les permissions et sur l'ensemble du réseau ;

— l'octroi de permissions toutes les semaines ;

— des délais de route permettant aux appelés de passer effectivement 48 h chez eux (à titre d'exemple, un appelé stationné en Allemagne et rentrant à Paris pour une permission dite de 48 h ne peut passer que 36 h chez lui ; on imagine ce qu'il en est pour les lignes moins bien desservies).

— reconnaissance des permissions comme un droit et non une récompense.

Pour avoir signé cette pétition, un certain nombre d'appelés se trouvent actuellement sanctionnés. A Rouen, Pau, Belfort, des peines d'arrêts de rigueur ont même été prononcées. Ailleurs, des peines plus légères (arrêts simples) ont également été infligées. C'est la seule réponse que trouve le gouvernement aux revendications des soldats. En même temps, il montre son désarroi devant ce mouvement. Si

des peines parfois lourdes, ont été prononcées, le gouvernement semble hésiter à engager une épreuve de force avec les soldats : il n'y a pas encore de sanctions généralisées contre les signataires, lorsque des peines sont infligées, leur lourdeur varie beaucoup selon les cas.

LES MANOEUVRES POLITIQUES DU PCF

Il semble bien que le PCF n'entend pas se laisser couper l'herbe sous le pied sur un terrain qui, pourtant, ne lui est pas habituel. La JC a annoncé qu'elle soutenait la pétition et proteste contre les sanctions prises.

Le PCF émet toutefois des réserves sur le bien-fondé d'une partie des revendications, notamment sur celle de la permission hebdomadaire, qu'il juge incompatible avec les nécessités du service.

Il est assez remarquable de voir le PCF se lancer dans un tel mouvement. Lors des arrestations de syndicalistes CFDT (fin 1975) pour «atteinte au moral de l'armée», le PCF avait clairement refusé de se solidariser avec les emprisonnés, Séguéy déclara :

SI LE PRÉSIDENT LE LUI DEMANDE, LE PS ACCEPTE

Inaugurant une piscine au nom de Bouloche député récemment disparu dans un accident et ex-responsable de la commission économique du PS, Mitterrand a déclaré dimanche à Villeurbanne que l'augmentation du SMIC décidée par le gouvernement était «dérisoire». Puis parlant de la participation de JP Cot à la délégation française qui se rendra à l'ONU, il a déclaré :

«Le PS restait disponible pour toutes les grandes causes nationales et aussi pour les relations internationales. Ce qui ne veut pas dire que nous confondons nos thèses avec celles du gouvernement. Si nous avons l'occasion de nous exprimer bientôt, nous dirons combien est désastreuse pour le pays cette présence militaire en Afrique, cette intervention au Tchad, cette intervention

ment» a «regretté» pour sa part la non participation du PCF.

«A partir du moment où la délégation française au prochain débat de l'ONU était ouverte à l'opposition je ne comprends pas pourquoi le PC membre important de cette opposition, ne fait pas partie de la délégation. Il devrait pouvoir en faire partie». Mais selon lui, le PCF n'était sans doute pas au courant qu'il devait donner sa réponse rapidement car le gouvernement devait communiquer «dans les délais stricts» la composition de la délégation à l'ONU.

La réglementation actuelle des permissions

Selon la réglementation en vigueur, les appelés ont droit à une permission mensuelle de 72 heures. Cette permission est la seule qui soit un droit strict. En cas de nécessité de service, elle peut être reportée, mais en aucun cas annulée. Les autres permissions, de 48 h, sont accordées en principe chaque fois que le service n'en souffre pas. Elles sont, en règle générale, au nombre de une ou deux par mois. Comme elles ne constituent pas un droit, leur attribution relève de l'arbitraire le plus total : rien n'empêche de désigner une «forte tête» pour un service-bidon pendant un week-end.

Une seule permission mensuelle donne lieu à gratuité totale sur le trajet caserne-domicile. C'est un acquis des manifestations de soldats (Draguignan, Karlsruhe, etc). Pour les autres permissions, les appelés ont droit à une réduction de 75 % sur le trajet (toujours exclusivement sur la ligne la plus directe entre caserne et domicile). Les permissions de 48 h se trouvent fortement amputées du fait de la longueur du trajet, qui fait que des soldats éloignés de chez eux doivent renoncer purement et simplement à rentrer. Même pour ceux qui habitent moins loin, le prix du transport fait hésiter, quand on sait que la solde se monte actuellement à 240 F par mois. De plus, les transports s'effectuent dans des conditions scandaleuses : trains bondés.

HR A FR 3

Mercredi 10 mai, sur la troisième chaîne à 19h40 dans l'émission *Tribune Libre*, *L'Humanité Rouge* s'adressera aux militants du PCF.

MÉDIATEUR : 58 % D'ÉCHECS

Aimé Paquet vous connaissez ? Cet honorable monsieur est médiateur depuis trois ans. Il est censé s'interposer dans les conflits opposant les «particuliers» à l'administration, et de les résoudre à l'amiable. Personne ne sait à quoi il sert mais lui doit le savoir parce qu'il va porter son rapport chez Giscard et demande sa diffusion ; il se flatte d'avoir obtenu 42% de succès, soit 58% d'échecs.

Dans toute cette affaire, Giscard a manœuvré de telle sorte que l'opposition se trouve divisée suivant une ligne que l'on pouvait prévoir.

François NOLET

Les contradictions du PCF

DES CRITIQUES PUBLIQUES CONTRE LE RAPPORT MARCHAIS

Ni la virulence — et la sécheresse — du rapport Marchais au comité central, ni des articles approfondis — et récupérateurs — publiés à sa suite dans *l'Humanité* ne sont parvenus à ce jour à faire cesser la contestation dans le PCF. Les réunions de cellules continuent à être aussi passionnées, quant elles se tiennent. Les diffuseurs de la presse du PCF, quand ils sont sur les marchés, continuent à discuter, entre eux ou avec ceux qui les apostrophent. L'ampleur du débat est à la mesure de l'ampleur des interrogations de ces militants. N'a-t-on pas vu sur tel marché tous les diffuseurs de *l'Huma* *Dimanche* acheter le

journal du COBA, favorable au boycott de la coupe du monde de football, alors que *l'Huma* continue à condamner cette initiative ? N'a-t-on pas vu sur tel autre marché d'autres diffuseurs de *l'Humanité* affirmer très clairement que l'URSS n'est pas un pays socialiste ? On pourrait multiplier les exemples, qui montrent à quel point rien n'est résolu et pour cause, au sein du PCF.

Ces dissensions, qui touchent l'ensemble du PCF, continuent aussi à s'exprimer par des prises de positions dans la presse extérieure au PC. Après la prise de position de deux militants dans le *Nouvel Observateur* (voir notre édi-

tion d'hier), c'est *Politique Hebdo* qui accueille les propos d'autres dissidents. Pas moins de dix ! Cinq militants de l'UEC publient dans *Politique Hebdo* un texte commun, qui reprend des positions maintenant connues dans l'UEC, et qui rapprochent des thèses althusériennes. Ces militants s'appellent d'ailleurs à lancer un journal, *Intervention*, qui vient s'ajouter à deux journaux de même type déjà en circulation à Bordeaux et Grenoble.

Par ailleurs *Politique Hebdo* recueille les propos de cinq autres militants de l'Essonne, dont certains ont eu des responsabilités de section,

et parfois ont encore d'importantes responsabilités syndicales (l'un d'entre eux est secrétaire national du syndicat CGT de la FPA). Les critiques des cinq militants de l'Essonne — un cheminot, un ingénieur, un professeur, un collaborateur au journal local du PCF et un responsable syndical — se concentrent sur cinq points : critique de la manière dont Marchais a répondu aux interrogations des militants, critique de la pauvreté de ses arguments, dénonciation de l'absence de démocratie, attaques contre l'URSS, et critique de l'attitude du PCF dans ses municipalités et par rapport à son projet.

Jean Claude Villame (ingénieur : ancien conseiller municipal de Corbeil) :

Dans ma cellule, nous ne posons pas le problème de nous rattacher à tel ou tel courant. Nos préoccupations se ramènent à une question simple : réformisme ou voie révolutionnaire (...) Lorsqu'on reçoit les directives d'en haut, via la fédération puis la section, c'est comme si on recevait les directives patronales. On subit huit heures par jour cette contrainte et le soir aux réunions du parti on retrouve le même processus. Enfin, on a du mal à justifier les positions du parti sur ce qui se passe dans les pays de l'Est. Nous ne sommes pas crédibles. Or les camarades exigent que nous soyons à l'aise sur ces questions.

tants qui ont participé au débat des dernières semaines (...). Cette attitude devant une discussion qui n'est pourtant pas l'apanage de intellectuels incite à la réflexion (...). Après ce CC, les militants sont abasourdis : ils ont l'impression d'assister à l'enterrement du processus de démocratisation (...). Si l'on fait une analyse sérieuse des procès d'opinion en URSS, on est conduit à une analyse du procès de production. Le problème est vaste. En théorie, le PCF se défend de vouloir préfigurer en son sein un modèle de société. Or, si l'on observe comment il se comporte là où il détient une bréche de pouvoir, on constate que c'est aux antipodes des idées affichées. Dans les municipi-

Jean Casanova (cheminot, membre du comité de section de Corbeil) :

Cela fait longtemps que j'ai ressenti le manque de démocratisation dans le parti (...). Le point capital, c'est de revoir le fonctionnement du parti. Il faut démocratiser, vraiment aller jusqu'au bout. Au parti, il y en a qui pensent pour les autres, et cela doit cesser (...). Il faut donner une autre image du parti aux couches que nous voulons toucher. Or au parti règne, appelons les choses par leur nom, une bureaucratie. Dès qu'on émet un avis différent, on nous regarde de travers.

Raoul Pérez (secrétaire national de la CGT-FPA) :

La transformation du PCF dans un sens plus démocratique dépasse de très loin le seul parti communiste. Il y va de l'avenir du socialisme dans ce pays. De deux choses l'une : ou le parti communiste devient un parti révolutionnaire de type nouveau, qui prenne en compte les aspirations des hommes et femmes de notre pays, ou bien, il va se vider de sa substance, il ne restera que l'arête. Je suis inquiet. Les tentatives de récupération sont bien engagées. (...) Après le CC, on constate un sentiment d'écoeurement de découragement. Autour de moi, j'en vois qui se désintéressent de la bataille politique. Ce n'est pas le moment. Chacun doit rester à son poste et se battre. (...) Il importe que chaque camarade, chaque cellule fasse entendre sa voix. Et surtout, je pèse mes mots, faire éclater le cloisonnement : que les camarades se rencontrent, discutent, même au risque de se faire reprocher les tendances (...) Assemblées, discussions, prises de paroles doivent se multiplier.

Jean Claude Fournier (professeur) :

Autour de moi, c'est littéralement la stupeur. On s'attendait à ce que la direction désamorce la critique en concédant quelques miettes. Il n'en est rien (...) Disons le bien fort : toutes les critiques convergent pour réclamer une analyse de nos erreurs pendant la campagne, une démocratisation réelle du parti, une analyse du stalinisme y compris dans le parti, la prise en compte des luttes «qualitatives» (femmes, écologie). La ligne actuelle de la direction, c'est l'adversaire prioritaire car elle peut entraîner à terme la liquidation du parti (...). Je vais tous les ans en Union Soviétique, et parle russe. Il faudra bien dire clairement que ce n'est pas un pays socialiste.

Patrick Perez (collaborateur à la Marseillaise de l'Essonne)

Il ressort du rapport de Marchais un certain mépris pour l'ensemble des mili-

Politique Hebdo cesse sa parution à la fin du mois

QUEL AVENIR POUR MAINTENANT ?

● *Politique Hebdo* va cesser sa parution à la fin du mois de mai. L'éditorial du dernier numéro confirme les rumeurs qui circulaient à ce sujet, et dont nous avons fait état dans le QdP du 29 avril. Dans la deuxième quinzaine de ce mois, *Politique Hebdo* sera consacré à la préparation, politique et financière, de la revue qui va lui succéder.

L'intérêt de cette mutation dépasse largement le cadre de l'hebdomadaire. Le but annoncé est en effet de créer une revue qui serve de creuset à la réflexion de tous ceux qui aujourd'hui, à gauche, refusent les orientations fixées par les directions de partis. *Politique Hebdo* définit ainsi ce nouvel hebdomadaire : «Le soutiendront les communistes qui n'admettent plus la politique du fait accompli, les socialistes qui ne désespèrent pas d'une démarche unitaire, les «autogestionnaires» qui se réclament d'une gauche différente, les «sans parti» et qui ont des raisons de l'être, les écologistes qui ne s'enlisent pas dans

l'apollitisme, les féministes qui poursuivent leur longue marche, les militants d'extrême gauche qui n'écrivent pas leurs mémoires».

Reste à savoir comment cela peut se traduire à travers la nouvelle mouture de *Politique Hebdo* (dont on dit qu'elle pourrait s'appeler «Maintenant»). L'éditorial du numéro de cette semaine y répond en partie : «*Politique Hebdo* ne se met pas au goût du jour. *Politique Hebdo* ne change pas de cap». Dès sa parution en octobre 70, *Politique Hebdo* se fixait déjà pour but d'être le reflet, et parfois même le porte parole, d'une «autre gauche», qui déjà s'exprimait dans les luttes et les

mouvements de masse. Pourtant, *Politique Hebdo* s'est très rapidement situé dans le cadre fixé par les partis de gauche : le Programme commun et la perspective d'une victoire électorale qu'il fallait aiguillonner. Très explicitement *Politique Hebdo* a appelé à voter pour ces partis en mars, et très explicitement il a mené une vigoureuse campagne contre ceux qui refusaient ce leurre. Il y a une deuxième dissociation entre les ambitions affichées et ce qui risque de se passer ; elle tient à la composition des «courants» qui entendent participer à la rédaction de la nouvelle revue. On y trouve des dissidents du PCF (Fremontier et Christine Buci Glucksmann, des membres du Cérés, du PSU, de la LCR, etc...). Le moins que l'on puisse dire est qu'il ne s'agit pas là de gens particulièrement re-

présentatifs des nouvelles aspirations qui se développent dans les masses...

Alors, que sera réellement cette nouvelle mouture de *Politique Hebdo* ? Un journal pour les nostalgiques de l'Union de la gauche ? Son créneau de lecteurs serait comme une peau de chagrin. Un journal de débat entre les différents mouvements de masse ? C'est en totale contradiction avec les orientations de ces rédacteurs. Une passerelle bien commode entre ceux qui aspirent à autre chose et ceux qui cherchent à les récupérer pour leur politique bourgeoise ? Plus certainement, on en revient à la vieille idée de 70, dont on sait qu'elle a abouti dans le giron du Programme commun. Oui, décidément, il ne s'agit bien que d'une adaptation à la situation nouvelle créée par «les de la gauche».

Nicolas DUVALLOIS

Front autogestionnaire : relancer la gauche

Une réunion de travail était organisée le week-end dernier par le collectif de base du Front autogestionnaire, notamment animé par le PSU. Il semble que les participants n'aient pas tiré un bilan extrêmement positif de la constitution de ce «front» notamment parce qu'il n'est pas parvenu à structurer un courant écologiste au niveau national. Les participants ont convenu de se rencontrer une nouvelle fois à l'automne. En attendant, la seule perspective du PSU reste de relancer l'union de la gauche «sous d'autres formes».

Chirac en Corse parle de la majorité

Chirac et Debré parcourent la Corse afin de pourfendre les partisans de l'autonomie et de l'indépendance «ceux qui veulent porter atteinte à l'unité nationale». Chirac en profite pour faire des déclarations ayant une portée générale sur la politique du gouvernement et de la majorité. Ainsi, il a déclaré à propos des réactions hostiles dont son mouvement est quelquefois l'objet de la part des autres partis de droite : «Je veux croire qu'il n'en est rien car sans nous, il n'y aurait pas de majorité pour soutenir la France, sauf à vouloir faire une autre politique». Puis Chirac s'est défendu d'être le porte-parole de l'aile la plus réactionnaire de la droite. Au total, il a très peu parlé de la Corse.

Extension des pouvoirs de police et QHS débattus au Sénat

Menace pour les libertés

Au lendemain de l'évasion de Mesrine, gardé dans le Quartier haute sécurité de la Santé, les sénateurs vont discuter d'un projet de loi présenté par le gouvernement visant à légaliser les QHS et à étendre la qualité d'officier de police judiciaire à de nouvelles couches de policiers.

Actuellement, la qualité d'officier de police judiciaire est réservée aux maires (qui exercent les pouvoirs de police municipale), aux

officiers de gendarmerie, aux commissaires et aux inspecteurs principaux ou divisionnaires. Cela fait déjà beaucoup de gens qui ont le droit de décider d'une garde à vue, de perquisitionner, de procéder à des interrogatoires ou de «déferer au parquet». Le projet de loi vise tout simplement à étendre ces pouvoirs aux Agents de Police Judiciaire (APJ), aux commandants et aux officiers de police, aux commandants principaux et de groupement des CRS. Pour ces derniers, l'extension de pouvoir devrait se limiter aux infractions au code de la route. Or on sait qu'une manifestation peut être considérée comme une entrave à la circulation publique. Le moindre commandant de CRS pourrait alors user de son droit de «requérir la force publique».

La seule justification donnée par le gouvernement concerne la police de la route, la nécessité d'une répression plus efficace des délits commis sur la route. Il est difficile de ne pas voir que les libertés sont en jeu.

De même, la légalisation des Quartiers haute sécurité, déjà instaurés dans les prisons est une avancée vers les méthodes psychologiques pour briser les détenus. Déjà érigée en règle à Fleury Mérogis, où les prévenus sont isolés 23 h sur 24, elle a prouvé son efficacité par le nombre de suicides enregistrés dans cette prison modèle. Si le Sénat, comme il l'a déjà fait une première fois, repousse le texte, le gouvernement pourra toujours lui forcer la main en retournant devant l'Assemblée.

**abonnez-vous
abonnez vos amis**



**LA CARTE D'ABONNÉ AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT**

A un abonnement à :

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCR ml.
- Pékin Information.
- La Chine en construction.
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung.

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFTD, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)
- Salaire aux pièces
- L'électro-nucléaire. (CFTD)
- Nucléaire, danger immédiat.
- Les écoles rurales, quel avenir ?

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- Viva la Vida, Carlos Andreou.
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline.
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : Checca □
Chile □ Resistencia □
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants.
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

**Sur présentation
de la carte «abonné-ami»
du Quotidien du Peuple**

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

- Abonnement normal 350 F □
- Abonnement de soutien 600 F □
- ... F □

Mode de versement : - en une fois □ - en trois fois □

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

QUESTIONS SYNDICALES

Séguy
chez Ceyrac

**«PAS D'ILLUSIONS»...
MAIS PAS D' ACTIONS
NON PLUS !**

Avant son entrevue avec Ceyrac, le patron des patrons, la direction de la CGT affirmait sa volonté de négocier tout ce qui peut l'être, à quelque niveau que ce soit : «Le contenu des propositions qui nous seront faites importe davantage que la procédure...». Pourtant, sur le contenu, il n'y avait guère d'illusions à se faire : Edmond Maire, qui aime à rappeler que selon lui, «Barre est plus ouvert aujourd'hui qu'il y a un an et demi», avait du déclarer en sortant de chez Ceyrac. «les possibilités de faire avancer les revendications sont limitées». Et les indications données par Barre dans sa fameuse lettre aux syndicats et au CNPF, fixaient un cadre extrêmement réduit : rien sur le SMIC, presque rien sur



le chômage, à part la poursuite des stades Barre, des mesures de division

sur les salaires, l'emploi, les congés payés...

D'ailleurs, l'Humanité de lundi rappelle fort à propos, si l'on peut dire, les dangers contenus dans les propositions du gouvernement et du patronat. En particulier, la constitution de branches relativement privilégiées, où les salaires seraient un peu moins rognés, les horaires moins élevés, les congés payés plus longs... Il est vrai que la pseudo-garantie annuelle de ressources, variant selon la conjoncture et la rentabilité risque de faire tomber le SMIC aux oubliettes, et de lui être bien inférieur dans les branches en difficulté.

Mais Monsieur Séguy, à quoi bon toutes ces mises en garde, ces belles analyses sur les dangers de la «banque annuelle des heu-

res de travail», si, dans les faits, toute l'activité actuelle de la confédération est orientée en direction des salons gouvernementaux ou patronaux ? Que peut-on espérer des négociations qui vont commencer en fin de semaine dans le secteur public et nationalisé ? Pas grand chose. Alors, quel jeu joue donc la direction CGT ?

Il ne suffit pas de sembler plus vigilant que d'autres, des lancer des pointes à la direction de la CFDT, qui mise aujourd'hui clairement sur cette politique du tapis vert. Dans les faits, est-ce si différent ? Bien sûr, après tous les problèmes soulevés dans les rangs de la CGT par la ligne de soutien inconditionnel au PCF et son échec, la ligne mise en avant par la direction de la CFDT est en quelque sorte une aubaine. Le problème, c'est que ce n'est pas suffisant pour resserrer les rangs, comme l'ont prouvé les tristes défilés syndicaux du premier mai. D'un côté comme de l'autre, c'est le dégoût, la méfiance, devant les échecs accumulés. Et si pour l'instant, les directions syndicales peuvent s'accommoder de cette situation, l'utilisant même pour convaincre les travailleurs qu'il sont démobiliés, et justifier ainsi leur propre attentisme, qu'elles ne s'y trompent pas. Partout où des perspectives claires sont dégagées, le découragement cède la place à l'offensive, à l'action !

Monique CHERAN

**Ceyrac et sa
«banque d'heures»**

«La semaine dernière, le taux d'absentéisme dans une petite entreprise est passé brutalement de 8 % à 32 % ; des mères de famille se sont mises en congés maladie pour être aux côtés de leurs enfants en vacances scolaires. Cet absentéisme peut donner lieu à rigolade ou à scandale. On peut aussi traiter sérieusement de cette question en donnant la possibilité aux salariés de gérer temps de travail et temps de loisir... C'est François Ceyrac, président du CNPF, qui raconte cette histoire édifiante. Pour lui, la «banque annuelle d'heures de travail» a un intérêt évident, le même que les horaires mobiles. Au lieu de se mettre en maladie, ce qu'il propose c'est de s'arrêter carrément, et de rattraper les heures perdues à un autre moment. De même, en cas de baisse de la production, pourquoi ne pas prendre de «vacances»... Un système trompeur, qui vise à court-circuiter des revendications telles que de pouvoir rester chez soi pour garder un enfant malade sans perte de salaire.

BERGERON S'ÉNERVE

Samedi, Bergeron, commentant quelques attaques de la CFDT, déclarait : «Nous ne pouvons accepter les commentaires de ses dirigeants qui s'en vont répétant que si la CFDT entend tenir compte du contexte post électoral, il n'est pas question d'agir comme FO qui «signe n'importe quoi» et qui, négociant sans organiser les pressions nécessaires, «cautionne en fait la politique gouvernementale et patronale». Nous ne souhaitons pas polémiquer, et au début nous n'avons pas réagi. Au contraire, nous observons avec intérêt «l'évolution» de la CFDT, mais chacun comprendra que nous ne puissions nous laisser insulter. Cela d'autant plus que nous n'avons rien à nous reprocher. La politique menée par FO a été efficace. Elle a préservé les intérêts des travailleurs dans une période particulièrement difficile. Nous comprenons la difficulté de maintenir l'équilibre du véhicule dans les virages en épingle à



cheveux, mais nous n'entendons pas faire les frais de l'opération»...

Il y a quelques jours, c'est Edmond Maire qui avait eu l'impression de

faire les frais de l'opération, puisque c'était FO qui profitait de la mobilisation effectuée par la CFDT et la CGT pour engranger des «résultats», sur la table des négociations.

**Achetez
tous
les jours
dans
le même
kiosque
le Quotidien
du Peuple**



Le patron s'accroche aux grilles pour empêcher, en vain, leur fermeture par les grévistes.

Les travailleurs vosgiens en lutte contre le plan Boussac

De la vallée du Rabodeau (près de St Dié à la vallée de la Moselle (près d'Épinal), Boussac voudrait faire un désert économique.

Après l'opération «vallée morte» des travailleurs du Rabodeau en novembre 77, après les marches sur St Dié et Épinal du 29/4/78, la mobilisation contre le chômage grandit.

Le jour où Boussac va présenter aux C.E. son nouveau plan, c'est-à-dire le mercredi 10 mai à Senones (le matin) et à Nomexy (l'après-midi), les travailleurs seront nombreux à manifester leur colère contre ce plan qui est une grave atteinte aux droits de vivre et travailler au pays.

Le nouveau plan de restructuration élaboré par M. Petit pour Boussac est partie intégrante du plan gouvernemental qui voudrait faire des Vosges : une «zone verte» à touristes. Que prévoit ce plan ?

Au moins 1 600 licenciements décomptés probablement comme suit :

- Pour le Rabodeau :
 - suppression totale des usines à Moyenmoutier et Senones ;
- Pour la vallée de la Moselle :
 - Vincey : 404 licenciements dont 200 avec reclassement dans le placage du bois ;
 - Nomexy : diminution des effectifs ;
 - Igney : fermeture totale (350 emplois) ;

- Thaon : fermeture des anciennes installations ;
- Grands Sables : 150 licenciements ;
- St Laurent : 150 licenciements ;
- Rond Pré : 173 licenciements ;
- Pour la vallée de St Dié :
 - Saulcy s/Meurthe : 150 licenciements avec peut-être le rachat par un industriel allemand de la Hifi.

Le tout se fera sans indemnité de licenciement, Boussac prétextant un déficit de 700 millions de francs en 1977 pour un chiffre d'affaires de 700 millions. Pourtant, Boussac a reçu de nombreux prêts : 75 millions du FDES en 1976 notamment. Aujourd'hui, il réclame 2 500 licenciements et un prêt de 200 millions. Alors que Boussac employait 20 000 travailleurs en 1960, il n'en reste plus que 11 500 aujourd'hui.

Face à cette politique anti-sociale, les travailleurs sont décidés à mener une lutte, aussi dure qu'il le faudra. Ils n'espèrent plus rien du gouvernement, ni des promesses des partis de gauche qui ont retardé l'offensive contre le chômage. Il s'agit maintenant de rattraper le temps perdu. Seule l'unité des travailleurs permettra de lutter efficacement contre tous les licenciements qui seront annoncés mercredi.

Corr. Senones

25^e jour de grève à Duroi-Jacquet (Blanc-Mesnil)

LES OUVRIERS CONTRE LES TRUANDS DU PATRONAT

Reportage de Bernard PELO

Lundi 13 heures, les vigiles de la direction lâchent leurs chiens contre les grévistes



LES TRAVAILLEURS MAÎTRES DE L'USINE

Des chiens de garde, avec leurs maîtres, des nouveaux sont sur place dès le lundi matin. Les ouvriers ont décidé peu après 13 heures d'occuper l'usine pour bloquer dès mardi le peu de production que les chefs et quelques intérimaires non grévistes assuraient encore. Il faut donc entrer en force, les gardiens s'y opposent avec leurs chiens, deux ouvriers sont mordus, un flic patronal aussi d'ailleurs (le chien coupable sera-t-il puni ?). Mais bien vite les travailleurs sont maîtres de l'usine. La police, lorsqu'elle arrive, ne peut que constater l'occupation sans avoir le pouvoir d'intervenir.

L'OCCUPATION S'ORGANISE

Depuis l'occupation s'organise. À 23 heures lundi soir, la production devait s'arrêter pour ne plus reprendre mardi. Cette perspective mettait Delarue le directeur, hors de lui, et avec quelques petits chefs, on a pu le voir s'accrocher aux grilles du portail pour faire obstacle à leur fermeture par les grévistes qui avaient la volonté de bloquer le va-et-vient des camions de livraison. Peu désireux de confier ses pensées, Delarue ne répondait pas volontiers : «M. Cohen est le représentant local d'un syndicat implanté dans mon usine, à ce titre il est normal qu'il intervienne». Voilà le fasciste Cohen comparé au délégué CGT local ou à celui de l'usine de Marseille qui est sur place pour renforcer la solidarité entre

● Une majorité de femmes entre 18 et 22 ans et d'immigrés, une usine moderne, et un patron militaire en retraite, avec le grade de commandant, voilà le secret de la réussite de l'entreprise Jacquet Duroi. Bien sûr pour compléter le tableau il faut parler du salaire maximum de 1 800 F pour le plus ancien (sept ans), des semaines de travail coupées par un seul jour de repos et du syndicat maison fasciste.

Pourtant, depuis le 12 avril à Blanc-Mesnil, et à Bezons et Marseille le 24 avril, les ouvriers de Jacquet-Duroi sont en grève face à une direction qui, en guise de négociation, utilise les nervis de l'UFT (ex CFT) avec chiens et armes.

La grève a été déclenchée parce que les ouvriers veulent, tout de suite, 2 200 francs minimum, le retour aux 40 heures, 2 jours de congés supplémentaires et le 13^e mois.

La répression de la direction est immédiate. Joulin, le PDG du groupe Jacquet, provoque et répond par la violence et l'intimidation. Dès le début du conflit, des nervis de milice privée et de l'ex-CFT spécialisés dans les actions anti-grève, interviennent.

Le vendredi 14 avril, plusieurs camions de livraison de la société forcent les grilles gardées par les grévistes et blessent deux ouvriers. Ce n'est pas un accident regrettable, comme plus tard le directeur local voudra bien le dire ! Car à Bezons, un gréviste est agressé dans les mêmes conditions.

Le samedi 29 avril au petit jour, à Bezons, le piquet de grève est attaqué par des hommes de la direction.

COHEN : UN INDIVIDU CONNU

Ces actions violentes sont conduites par Yvon Cohen, qui est plusieurs fois intervenu contre les travailleurs de Jacquet à la demande des patrons. Cohen, c'est un des dirigeants de l'ex-CFT, dont les sinistres exploits tiennent plusieurs pages du livre de Marcel Caille : «Les truands du patronat». «Il émerge en 1968 de la vie politique et syndicale, en devenant suppléant de M. Marteau, candidat UDR non-élu aux élections législatives de juin dans la 3^e circonscription de la Seine Saint-Denis, et en faisant exploser à la grenade le stand d'une fête syndicale. Il récidive en 1969 en parachutant son entraînement sur deux colleurs d'affiches communistes,

blessés au couteau. Ses galons lui valent une place de permanent syndical à la CFT.»

On le retrouve à la direction du «syndicat» fasciste, adjoint de Simakis «Il fit partie aux dernières élections présidentielles du service d'ordre de M. Valéry Giscard d'Estaing».

Cette parenthèse serait inutile si elle n'éclairait pas les derniers exploits de Cohen. Sur ordre de la direction, représentée par commandant Delarue à Blanc-Mesnil, Cohen intervient dès le troisième jour et «tient» la boîte, les grévistes sont à l'extérieur.

ORDRE DE LÂCHER LES CHIENS

La direction a conservé les gardiens habituels, qui ont pour mission de surveiller l'entreprise la nuit et le dimanche. Or, elle prétend les utiliser contre les grévistes mais les gardiens refusent. Delarue, (la lettre signée par deux gardiens le prouve) leur avait donné l'ordre de lâcher leurs chiens contre les grévistes. Refusant dimanche soir de faire ce «sale boulot» les quatre gardiens qui refusaient leur poste sont jetés hors de l'entreprise par un des patrons, Laignel : «Vous faites mal votre travail» leur dit-il.

Cohen entre en scène peu après et menace avec une bouteille. Pour se dégager, un gardien est obligé de tirer un coup de carabine en l'air. Ensuite, ostensiblement, ils se dirigent vers le local où sont installés les grévistes, avant d'aller déposer, chez les flics, leur témoignage. Leur patron, qui les louait à Jacquet-Duroi, les licencie immédiatement, parce qu'ils avaient choisi leur camp plutôt que de servir de chiens de garde.

les usines du groupe Jacquet. Delarue assure également que la convention collective appliquée ici est plus favorable que la convention collective nationale. Il semble qu'il s'égare un peu car : le PDG de Jacquet, Joulin, qui est également Président de la Chambre patronale de la biscuiterie française a signé à ce titre une convention collective nationale qui accorde une partie de revendications demandées par les travailleurs (13^e mois en particulier) mais Joulin a préféré affilier sa société Duroi-Jacquet à la convention de la Boulangerie industrielle qui ne reconnaît pas les mêmes avantages.

POPULARISATION

Mardi à 15 heures, les ouvriers de Jacquet-Duroi organisaient un rassemblement à Blanc-Mesnil. Ils veulent populariser leur lutte, montrer les conditions de travail. Comme cette femme qui vit en air conditionné pour produire 5 400 croissants par heure, qui reçoit un salaire de conditionneuse malgré une spécialisation sur machine. Comme ces ouvriers qui, entourés par la chaleur de trois grands fours, comme ces femmes contraintes de pousser les chariots chargés.

Cela, ils le refusent plus longtemps, de même qu'ils refusent d'être obligés de travailler 8 heures durant ; le quart d'heure de pose «accordé» par la direction ne permet jamais de s'éloigner de son poste de travail suffisamment pour se reposer et manger convenablement.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

● Le mouvement des machinistes (conducteurs) des bus RATP de Paris et sa banlieue, commençant le 27 avril, au dépôt de Fontenay aux Roses, et suspendu ce week-end, s'élargit : lundi, c'est 16 dépôts sur 23 qui étaient en grève à 85-90 %. Ce mouvement dont l'objectif est l'amélioration effective des conditions de travail désastreuses, est reconductible toutes les 24 heures. Mardi à 9 h 30 les grévistes devaient réaliser leur première action commune : une manifestation au siège de la RATP, quai des Grands Augustins, qui doit être vue aussi comme une première riposte à la répression qu'a engagée la direction en sanctionnant des machinistes du dépôt de Fontenay aux Roses. Nous sommes allés lundi, rencontrer les grévistes du dépôt de Malakoff, rue du 12 février 34. Ils nous ont raconté leur journée de travail, répétée 7 journées consécutives avant un repos.

Les machinistes sont avant tout en grève pour obtenir une amélioration de leurs conditions de travail, dont la dégradation peut difficilement être plus

avancée.

Leur exigence est la diminution du temps de conduite à 6 h 30 par jour : ils roulent actuellement de 7 à 8 h d'affilée.

Pour la RATP Un seul but : rentabilité

Améliorer les conditions de transport des usagers, donner la possibilité et l'envie à un plus grand nombre de personnes d'utiliser le transport en commun, pourrait passer par l'augmentation du nombre de bus. La direction de la RATP a effectivement pour objectif d'augmenter le nombre d'utilisateurs des bus : mais pour cela elle a diminué le nombre de sièges... préférant laisser dans les nouveaux bus, une plate forme centrale plus grande, ce qui permet « d'accueillir » effectivement plus de gens... debout !

Autre mesure d'économie : le refus de la RATP d'améliorer les bus pour la sécurité et le confort des machinistes et des voyageurs : refus de suspensions efficaces (les dos d'ânes ne sont pas amortis), pas de doubles roues à l'arrière pour un freinage plus efficace, refus de ralentisseurs électriques. A 45 ans les machinistes ont la colonne vertébrale esquinée (non reconnue comme maladie professionnelle).

QUELQUES CHIFFRES

3 380 «voitures» sont en circulation pour Paris, la banlieue et la grande banlieue, dont 1 400 sur Paris. Les machinistes sont au nombre de 8 300 maximum dont 300 femmes.

Bus parisiens : les machinistes en grève

● LEVER : 4 HEURES, COUCHER INDÉTERMINÉ ● VIE FAMILIALE, WEEK-END, REPAS RÉGULIERS : DE QUOI PARLEZ-VOUS ?

La fatigue que cela entraîne est multipliée par le nombre d'heures que les machinistes sont contraints de passer, en dehors de chez eux, quotidiennement : il est courant en effet que, levés à 4 h du matin, ils rentrent chez eux à 17 h le soir ! Cette amplitude s'explique par le fait que les heures de conduite sont fractionnées en plusieurs fois : quelques heures le matin, l'après-midi et parfois deux heures le soir, de 23 h à 1 h du matin ! Entre les heures de conduite, les machinistes ne peuvent que rarement rentrer chez eux, vu l'éloignement. Ils exigent donc de faire 6 h 30 de conduite en service direct donc en une seule fois.

ASSISTER A UNE RÉUNION DE FAMILLE : UN EXPLOIT

Les machinistes passent en moyenne 14 heures par jour hors de chez eux : inutile de dire que bien peu connaissent une vie de famille. Reste les week-end... là encore ils ne sont

pas très nombreux puisque les grévistes travaillent selon le schéma « 7 jours de travail, deux jours de repos, 7 jours de travail » : autrement dit, les week-end tombent bien souvent... en semaine, pendant laquelle les enfants sont à l'école, la femme au travail. Bien sûr il est toujours possible de demander pour une réunion de famille, un « repos compensateur », donc un vrai week-end ; deux « seuls » problèmes à surmonter pour cela : il faut faire sa demande deux mois à l'avance, prévoir une réunion de famille dans ces conditions, alors que la demande peut être refusée, tient de la prouesse ! Mais en plus, il faut faire sa demande à 8 heures le matin, (et pas à une autre heure). Il faut donc bien « calculer son coup » et ne pas être au volant à cette heure précise : cela tient, cette fois, de l'exploit ! Reste donc, pour voir un tant soit peu sa femme et ses enfants les congés annuels : une année sur cinq, obligation est faite de les prendre en mai...

MANGER TRANQUILLEMENT SOUFFLER UNE MINUTE : DEUX AUTRES EXPLOITS

7 heures de conduite par jour est vraiment rare : les machinistes font bien plus souvent 8 h à 8 h 30, vu les embouteillages fréquents. Dans de telles conditions, le temps pour parcourir une ligne est allongé d'autant et les 7 à 8 minutes de repos « permises » à chaque terminus, sont « bouffées » la plupart du temps. A peine descendu de son véhicule, le machiniste entend déjà la « sonnerie » l'avertissant que son temps de repos est terminé (!) : il n'a plus qu'à rejoindre au pas de course le bus de la prochaine ligne.

Les toilettes, la cigarette, ce sera, pour celui qui part de Châtillon, pour plus tard... à St Denis, à moins d'embouteillages à nouveau, auquel cas il faudra se résoudre à attendre Châtillon.

Les embouteillages sont bien sûr particulièrement importants entre midi et 14 heures : là encore malheur à celui qui effectue une ligne déjà longue en elle-même : passé 14 heures, « non ne mange plus » : la cantine du dépôt est fermée.

Avec les conditions de circulation et le retard que cela entraîne il n'est pas rare par exemple, que les usagers de la Place Clichy fassent les 100 pas durant trente minutes. Là, la direction de la RATP a trouvé une « solution » qui a la particularité quant au fond, d'aggraver les choses : si un bus a trop de retard, ordre lui est donné de faire demi-tour, en plein milieu de la ligne, après qu'il ait transféré ses voyageurs dans le bus arrivant derrière, lequel est souvent déjà plein à ras bord... Il est alors toujours possible d'attendre le troisième... à moins que celui-ci n'ait aussi du retard, auquel cas ses voyageurs doivent à leur tour rejoindre les premiers, sur le trottoir. Et ce fait n'est pas rare !

Ces « demi-tours » en plein trajet ont pour objectif, affirme la direction de la RATP pincé sans rire, d'éviter une attente trop longue aux passagers en sens inverse : ces derniers savoureront sans doute cette précision.

ÉVITER L'ACCIDENT : UNE PROUESSE QUOTIDIENNE

Il reste que les machinistes ont pour directive — ren-

tabilité oblige — de réduire au maximum les retards : il leur faut respecter un tableau de marche, c'est-à-dire des heures de passage fixées pour chaque dépôt : des membres de la maîtrise, les « régulateurs » vérifient ces temps. Il faut donc « foncer » et l'on assiste à cette situation où, si les retards restent tout de même importants, les risques d'accidents grandissent. Cette situation désastreuse et dangereuse pour les machinistes et les usagers, réclamerait bien sûr des mesures : augmentation des effectifs, des couloirs réservés aux bus, toutes choses que réclament les grévistes. Mais tout cela n'intéresse guère ni la RATP, ni le pouvoir : ce dernier avait bien promis de satisfaire quelques unes de ces exigences et notamment de réserver la rue du Faubourg Montmartre particulièrement embouteillée, aux bus, mais c'était au temps des élections.

La direction de la RATP là encore, a ses « solutions » : elle n'a rien trouvé de mieux, paraît-il pour éviter les accidents que d'instituer non pas des primes de risque ou d'accidents comme en usine, mais des primes de « non accident ». Ce qu'elle appelle une « super prime » est de 70 F est versée aux machinistes qui ont évité tout accident au bout de « 2 400 minutes » (deux mois). Par « accident » la direction de la RATP entend le moindre petit accrochage qui comme on le sait à Paris, n'est pas facilement évitable. Une idée « originale » qui a l'immense avantage d'évacuer le problème des investissements nécessaires en machines ou en infrastructure routière, et qui a sans doute comme objectif de découvrir les talents d'équilibristes ?

Quant à ceux qui ne nourriraient pas de dons particuliers pour ce métier, la direction de la RATP a semble-t-il le moyen d'encourager les vocations : après quelques accrochages mêmes minimes et au bout d'un laps de temps assez long, un machiniste doit retourner à l'école de conduite, puis à son retour, il est « suivi » par un membre de la maîtrise qui voyage incognito dans son bus, à des moments imprévus ! Voilà comment la direction de la RATP conçoit l'amélioration des conditions de travail et de sécurité ! Les machinistes n'en veulent plus !

Richard FEUILLET

Moutiers-au-Perche (Orne)

Mobilisation contre l'expulsion de deux paysans

— Un comité de défense créé à l'initiative des paysans-travailleurs avait décidé l'organisation d'un pique-nique pour commencer la mobilisation contre l'expulsion.

200 personnes environ ont participé à cette journée dont un nombre non négligeable de paysans du coin. Compte-tenu en plus des conditions météo défavorables, cette participation est considérée comme un succès.

Déroulement de la journée :

- pique-nique collectif.
- visite de la ferme (bâtimens et champs). Le jugement avait en effet pris prétexte d'un mauvais entretien de la ferme pour justifier l'expulsion.
- présentation d'un spectacle de marionnettes créé par des paysans-travailleurs de la Sarthe sur l'affaire Wessafic.

Le spectacle a été très bien accueilli, notamment par les paysans présents. Il montrait la façon dont la firme Wessafic (production de poudre de lait pour les veaux) « intègre » les paysans pour les entraîner petit à petit à la ruine ; il montrait également com-



ment les paysans peuvent s'organiser collectivement, la mobilisation au moment du jugement, la liaison nécessaire ouvriers-paysans, et enfin la victoire des paysans, la firme Wessafic ayant été condamnée, les paysans indemnisés.

- animation chanson avec un groupe de la Manche, « Octobre ».
- intervention du comité

de défense : historique de l'affaire, mobilisation déjà effectuée, rappels de cas semblables (affaire du Pellerin) notamment.

- ont suivi ensuite un certain nombre d'interventions : paysans-travailleurs, PCMLF-PCR ml (intervention commune), UOPDP, OCT.

Cette journée, considérée comme un premier

succès pose néanmoins le problème de la suite à donner à la mobilisation pour s'opposer effectivement à l'expulsion qui peut intervenir dans les 15 jours.

Une réunion publique est prévue dans la semaine à Remalard (10 km de la ferme).

Correspondant

Dramatique pollution des côtes brésiliennes

UNE EXPLICATION QUI NE TIENT PAS...

Depuis un mois, une «mystérieuse» pollution fait des victimes parmi la population côtière du Brésil et de l'Uruguay. La semaine dernière, une radio brésilienne annonçait la découverte sur les plages brésiliennes contaminées de plusieurs cadavres humains, tandis que par ailleurs on signalait des découvertes similaires en Uruguay. Plusieurs habitants se font hospitaliser pour des troubles respiratoires, tandis que des animaux meurent dans d'atroces convulsions...

Les autorités brésiliennes s'en tiennent toujours à une explication, dont la vraisemblance est pour le moins douteuse. Selon le ministère de la Santé, ces émanations toxiques à for-

te odeur d'amoniaque seraient dues à un phénomène naturel ; en l'occurrence ce serait la mort d'algues microscopiques proliférantes qui dégagerait ces gaz toxiques...

Une explication qui ne résiste guère devant l'ampleur des dégâts mais surtout devant cette autre explication qui paraît plus plausible (cf. QdP du 21 avril) ; en 71, un cargo de la *Lloyd Brasileiro*, le *Taquari*, faisait naufrage sur un récif au large de la côte uruguayenne. Or ce cargo affrété pour le compte de la *Dow Chemical*, compagnie américaine de produits chimiques qui travaille en cheville avec l'armée US, transportait dans ses soutes des substances chimiques violemment

toxiques : mercure, soude, propylène, ethyl-N-amine. En mars dernier, lors d'une violente tempête, le navire, brisé, coulait avec sa marchandise mortelle... Alors que l'armateur prétendait avoir récupéré les conten-

La firme américaine vient de lancer un appel pour que les autorités concernées demandent aux populations d'éviter tout contact avec des fûts rouges qui pourraient s'échouer et de signaler par ailleurs leur présence... comme elle vient seulement de reconnaître officiellement la présence de mercure dans le chargement dudit navire.

La population de Rio Grande Do Sul qui ne croit pas la version officiel-

le redoute un Minamata brésilien, cette pollution au mercure qui fit des centaines de victimes au Japon. Mais le mercure s'il présente de graves dangers, ne semble pouvoir être impliqué dans ces émanations toxiques, (ses effets étant à long terme), qui seraient plutôt le fait de la conjugaison des autres produits.

L'Association de Défense de la nature du Rio Grande do Sul entame une action en justice contre l'armateur et la société américaine, tandis que le gouvernement cache ses incapacités derrière une explication «naturelle», rappelant ces autres incuries constatées en Bretagne avec le plan Polmar...

Conséquence de l'éperonnage de l'Eleni V : du pétrole sur les plages anglaises

Entre Great-Yarmouth et Lowestoft, sur la côte nord-est de l'Angleterre, les plages ont été souillées lundi par une petite marée noire, venue du pétrolier *Eleni V* coupé en deux samedi à la suite d'une collision avec un cargo français. Cette pollution a pris la forme de nappes éparses mais très épaisses. Sur les 1 000 tonnes qui menaçaient les côtes, après que le vent ait tourné dans la nuit de dimanche à lundi, une partie a été dispersée par les tonnes de détergents déversées par les navires anti-pollution.

Une mousse contre les marées noires ?

Des chercheurs allemands ont mis au point une mousse capable d'absorber dix fois son volume de pétrole. Avantages : la couche mousse + pétrole forme une sorte de tapis facilement récupérable, et la mousse n'est pas toxique pour la vie marine. Le procédé n'a cependant été pour l'instant expérimenté avec succès qu'en laboratoire dans des conditions, on l'imagine, qui n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité. Les chercheurs auraient exprimé le souhait de faire des essais en mer. En ce moment, ils n'ont hélas que l'embaras du choix.

Un mois de grève pour les salaires à LMT-Orvault

Depuis un mois, les 200 ouvriers de l'atelier de production de LMT-Orvault (près de Nantes), sont en grève sur les salaires. Bien des filles gagnent moins de 2 000 F par mois, pour un travail qui met les nerfs à bout et fait baisser la vue. Salaires bien inférieurs à ceux pratiqués dans d'autres boîtes du même genre dans la région (Thomson à Cholet, ou Sercel-Nantes). Les grévistes exigent une augmentation de 430 F pour les salaires inférieurs à 3 000 F, un peu moins, par paliers, pour les salaires supérieurs. La direction a menacé de lockouter, et a multiplié les sanctions : mises à pied, retenue sur les salaires... Elle ne veut pas entendre parler d'augmentation supérieure à 4,3 % (comme pour le SMIC accordé par Barre, à peu près). Les débrayages continuent.

Congrès avorté du MAS

Le Mouvement d'Action Syndicale, syndicat étudiant affilié à la CFDT, a tenu un semblant de congrès le week-end dernier. Ce syndicat, où militent notamment les trotskystes de la LCR, s'est séparé sans prendre aucune décision et dans la plus grande confusion. Rien n'en est ressorti, sinon le désaveu de la direction sortante.

Le «rapport de Barre»

La «lettre» adressée par Raymond Barre à l'OMCI, rejetant toute la responsabilité du naufrage de l'*Amoco Cadiz* sur le commandant du navire, n'est autre qu'une note adressée il y a près d'un mois par le secrétaire général de la Marine Marchande au même organisme. Le *Sunday Times* avait monté en épingle un tuyau crevé.

Sur le fond, ce rapport a ceci de particulier qu'il n'explique à aucun instant les raisons de la non intervention de la Marine Nationale.

KENNEDY CONTRE CARTER ?

On parle avec insistance, dans les milieux démocrates américains d'une candidature de Ted Kennedy, quelque peu éclaboussé par les circonstances de la mort de sa secrétaire, pour les prochaines présidentielles. Il aurait plus de chances que Carter, dont la côte actuelle

atteint des records négatifs.

RAYMONDA TAWIL LIBÉRÉE

Détenue depuis six semaines sans la moindre charge, Raymonda Tawil, journaliste palestinienne qui avait révélé l'intervention de l'armée sioniste dans une école à coups de grenades lacrymogènes, vient d'être libérée.

PLAN MARSHALL POUR MER SALE

L'Amérique vient de se découvrir une nouvelle noble cause à défendre : la propreté des plages bretonnes et le sauvetage de la flore et de la faune marines. Dans un ému avant appel intitulé : «Un appel urgent aux Américains pour aider à nettoyer complètement ce gâchis» (ou encore cette m...) et publié par l'*International Herald Tribune*. La Chambre américaine de commerce en France se propose d'organiser la charité. Sans toucher bien sûr un mot des responsables de la catastrophe, l'appel détaillé surtout les modalités de versement des chèques pour le «Projet franco-américain Bretagne 78» : au World Wildlife Fund US et à la Fondation de France, deux organismes de charité officiels qui savent être en retour généreux



It's off the front pages but it isn't off the beaches:

An urgent appeal to Americans to help clean up this mess.

The whole world is aghast at the extent and the implications of the 220,000-ton oil spill. And much of the world has already lent support to the effort to clean up the mess. The United States is asked to help rehabilitate the beaches, to save marine life and to save the lives of tens of thousands of birds which have been endangered as a consequence of this disaster.

vis-à-vis des bienveillants donateurs : leurs contributions seront déduites de leur feuille d'impôts. Les touristes américains sont

sans doute sceptiques sur la capacité du gouvernement français à rendre les plages bretonnes propres avant l'été. Comme le rap-

pelle le surtitre de l'encart publicitaire : «Cela a disparu de la Une des journaux mais pas des plages...»

La Haute-Savoie atteinte de la rage

Le département de la Haute Savoie vient de rejoindre les 21 autres départements qui détiennent le triste privilège d'être atteints par la rage. Le préfet du département vient en effet de faire cette consternante déclaration après qu'un laboratoire officiellement agréé ait diagnostiqué un cas de rage vulpine. Réapparue en mars 1968 en Moselle près de la frontière allemande, sa progression qui est d'une trentaine de kilomètres par an, n'a pu être ralentie malgré les massacres de renards qui passent pour être les prin-

cipaux porteurs de cette maladie. Une tuerie inutile, en regard des résultats, qui servait plutôt de palliatif à une incapacité des responsables à prendre des mesures conséquentes. Des milliers de renards décimés n'ont pas empêché la rage de faire plus de victimes animales (cap franchit en 76). Une campagne de vaccination systématique des animaux domestiques et d'élevage est entreprise pour tenter d'enrayer ce fléau. En février dernier c'était un chat sauvage qui était atteint, il avait été abattu après avoir attaqué deux habitants de l'Ain.

téléphonnez
au
quotidien
636 73 76



Achetez
le Quotidien du Peuple
tous les jours
dans le même kiosque

MESRINE FAIT LA BELLE

● Jacques Mesrine s'est évadé lundi matin de la prison de la Santé. Le déroulement de cette évasion mouvementée commence à 10 h 30. A cette heure-là, Mesrine quitte le quartier de haute sécurité (QHS) sous la surveillance de deux gardiens. Ceux-ci le laissent seul dans un bureau, en présence d'un membre de l'administration pour un interrogatoire. A un moment, Mesrine trouve un prétexte pour faire sortir son interlocuteur. Une fois seul, il monte sur une chaise, ouvre une bouche d'aération où il prend trois armes. Il va ensuite délivrer deux autres prisonniers. Ensemble, ils se livrent alors à une sorte de «western» dans le prétoire où le personnel administratif discute du cas d'un prisonnier :

UN SPÉCIALISTE DE L'ÉVASION

Au procès en assises qui, en mai 77, l'avait condamné à vingt ans de réclusion criminelle pour vol qualifié, tentative de meurtre sur des agents de la force publique, infraction à la législation sur les armes, association de malfaiteurs, fabrication et usage de faux documents administratifs, Mesrine avait affirmé aux journalistes qu'il aurait tôt fait de s'évader. L'évasion de lundi vient de fait s'ajouter à une liste assez longue :

son premier séjour en prison n'avait duré que trois mois sur les dix-huit prévus : évasion. En 72, c'est d'un pénitencier canadien où il purge une condamnation à perpétuité que Mesrine fait la belle. Enfin après avoir été arrêté en France le 8 mars 73, il s'échappe, le 6 juin suivant du palais de justice de Compiègne où il était jugé pour une affaire d'escroquerie. Repris le 28 septembre, il faisait publier depuis la prison de Fresnes un livre, *L'instinct de mort*, où il détaille longuement son goût pour le meurtre

menaces, coups de feu tirés en l'air, etc. A l'extérieur du bâtiment, comme par hasard, un employé répare les barreaux des cellules. Son échelle va faire l'affaire pour franchir successivement deux murs d'enceinte. Du dernier, celui qui donne sur la rue Jean-Dolent un des compagnons d'évasion de Mesrine fait une chute. C'est alors qu'une patrouille de gardiens de la paix intervient : une fusillade éclate, un des prisonniers est presque aussitôt mortellement blessé. Les deux autres, dont Mesrine, s'emparent d'une Renault 20 en stationnement, non sans avoir au préalable expulsé son propriétaire qui, l'espace d'un instant, croit participer malgré lui à un tournage de film policier !

et où il revendique plusieurs dizaines de crimes. En prison il était connu pour son ascendant sur les autres prisonniers ainsi que... sur les gardiens.

«JE NE SUIS BIEN TRAITÉ QUE PARCE QUE JE FAIS PEUR»

A son procès, en mai 77, il déclarait à ce sujet «si Mesrine n'agissait pas comme Mesrine agit actuellement il serait foutu. Je ne suis bien traité que parce que je fais peur. C'est une question de survie. Je joue peut-être un personnage. Mais au moins, je suis sincère avec moi-même». Et il ajoutait : «La prison, ça existe, avec ses abus de pouvoir, ses matraquages, sa corruption, on achète tout en prison». Il le prouvait d'ailleurs au début de la quatrième audience : après avoir déclaré «je ne suis pas venu sans biscuit, monsieur le président», il défaisait tranquillement le nœud de sa cravate, en sortait une boîte d'allumettes et montrait qu'elle contenait les empreintes des clefs des menottes de transfert de l'administration pénitentiaire. Il affirma les avoir achetées pour 3 000 F à un membre de

cette même administration, dont il ne voulut pas donner le nom. Cet «incident» donne une idée du personnage, de même que celui qui avait eu lieu la veille. De retour au quartier de haute sécurité de Fresnes, Mesrine menaçait de faire un scandale si la punition de son voisin de cellule n'était pas levée : celui-ci avait été mis au «mitard» parce qu'il avait enregistré au magnétophone, à la demande de Mesrine, les comptes rendus d'audience faits par un journaliste radio. Devant le refus de l'administration, Mesrine mit le feu quatre fois de suite à la porte de contreplaqué de sa cellule. Pendant ce temps, aux fenêtres les autres prisonniers soutenaient Mesrine, de la voix. On imagine que le réseau de relations tissé par Mesrine au sein même de la prison et à l'extérieur (on avait trouvé sur Martine Willoquet, femme d'un autre gangster notoire, un plan destiné à faire évader Mesrine) lui a été bien utile pour s'évader. La police, quant à elle, estime que son avocat, Maître Gilletti pourrait l'avoir aidé, elle l'avait rencontré au parloir, le matin même. Elle a été placée en garde à vue lundi après-midi.

De l'OAS aux braquages

Fils de bonne famille, Mesrine dit avoir pris le goût de la violence pendant la guerre d'Algérie. Il y fut d'ailleurs très actif et en revient tout médaillé, l'une de ses décorations lui ayant été remise par De Gaulle lui-même... Libéré en 59, il continue à manier les armes dans l'OAS, période de sa vie dont l'auteur de *L'instinct de mort*, ne se vante pas trop aujourd'hui. Passé en Espagne, comme beaucoup d'anciens activistes, il s'y marie et en repart en 67, en laissant trois enfants. A Montréal, où il utilise les acquis de ses études d'architecture, les premiers braquages commencent. Avec eux les premières évasions. La dernière fois que Mesrine avait fait parler de lui, ce fut pendant les actions de détenus contre les QHS (Quartier de haute sécurité). «On y fabrique les fauves de demain», disait-il. Si les QHS avec leur cortège d'isolement total et de brimades sont effectivement intolérables, ce n'est pas Mesrine qui en souffrait plus. Lui, avait les moyens d'acheter ce qu'il voulait !

4 ANS APRES : UNE BAVURE POLICIERE EN PROCES

Ce lundi 8 mai comparait devant le tribunal correctionnel de Versailles (Yvelines) le sous-brigadier Barre, un flic à la détente facile, auteur d'une bavure en décembre 73. Un flic qui pourrait bien servir de bouc émissaire à ses supérieurs hiérarchiques pour tenter de camoufler le phénomène des bavures policières. Mais mettre sur le compte de la nervosité l'intervention armée de Barre ne saurait cacher les causes des «excès» des flics, qui font des victimes innocentes. Un point qui ne sera certainement pas abordé lors de ce procès.

Yroffay, le 2 décembre 1973 : Marc et son frère

Mario prennent un verre à la Rotonde après une séance de cinéma. Quelques «excités» cherchent la bagarre avec des consommateurs du bar. Le patron de l'établissement met tout le monde dehors et appelle les flics. Quand ceux-ci arrivent, les jeunes détalent, même ceux qui n'ont rien à se reprocher, il est vrai que l'on peut être méfiant quand on connaît par ailleurs l'empressement des flics à voir en tout jeune un délinquant en puissance.

Les flics auraient crié : «Arrêtez, ou on tire». Mais sans laisser le temps de l'exécution de leur injonction, les coups de feu partent à deux reprises.

Marc sera touché dans le dos, grièvement blessé, et sera conduit à l'hôpital dans un état critique. Les «excités», quant à eux s'étaient éclipsés...

Barre, le flic, remplit alors son chargeur pour combler le vide causé par ses coups de feu, et n'avertit ses supérieurs que plusieurs heures plus tard. Il cherchera aussi à cacher son geste en le mettant sur le compte d'un voisin qui aurait tiré sur les jeunes, puis par cette explication maintenant classique des auteurs de bavures : «J'ai tiré en l'air».

La notoriété de la nervosité du sous-brigadier fera certainement l'objet de

la considération du tribunal qui pourrait voir des circonstances atténuantes à ce geste. Barre avait été, du fait de son état nerveux, privé de son arme un an avant le drame, relégué à des tâches administratives. Ses collègues qui redoutaient ses colères incontrôlables n'étaient, semble-t-il pas étrangers à cette mesure de reclassement. Pourtant, trois semaines avant la tragique bavure, il était rétabli dans le service actif, sur un rapport médical, retrouvait son arme ; le soir du drame il était chef de patrouille... Une «amélioration» que ne saurait expliquer la seule nervosité.

Pierre CHÂTEL

MOZAMBIQUE :

FACE AUX SABOTAGES DES ANCIENS COLONS, DU CAPITALISME PRIVÉ, DES RACISTES RHODÉSIENS OU SUD-AFRICAINS

Pour sortir son pays de la misère, le peuple du Mozambique s'est engagé dans un immense effort de développement. Elever le niveau de la production pour améliorer la situation immédiate des masses et engager la modernisation indépendante de l'appareil productif est une question décisive à résoudre pour l'avenir du pays. Une question, estiment les dirigeants du FRELIMO, qui ne peut être résolue de façon satisfaisante sans la consolidation d'un pouvoir populaire fondé sur l'alliance effective de la classe ouvrière et de la paysannerie, et sans que soit reconnu à la classe

Si l'armée du FRELIMO, qui a mené la lutte de libération est une armée d'ouvriers et de paysans, il reste que le développement de la lutte avant l'indépendance, a été inégal, et dans les villes, lieux où les colons portugais avaient concentré leurs moyens, le degré d'organisation, de maturation politique des masses, de la classe ouvrière, était moins élevé.

Par ailleurs, la classe ouvrière a été confrontée à de multiples tentatives de sabotages qui trouvent toujours un point d'appui important parmi les capitalistes privés qui détiennent encore aujourd'hui une part non négligeable des entreprises.

LE GOUVERNEMENT DE TRANSITION

Les multiples tentatives de sabotage de la production dont certaines subsistent aujourd'hui ont pris naissance durant la période du gouvernement de transition. Rappelons-en les circonstances. Le 25 avril 74, le régime fasciste était renversé au Portugal, le FRELIMO a estimé alors que la nouvelle situation ainsi créée, notamment sous l'effet des luttes des peuples des colonies portugaises, renforçait le danger d'une tentative de néo-colonisation du Mozambique, succédant à la domination coloniale traditionnelle qu'avait défendue le pouvoir fasciste de Lisbonne. Aussi, dès le 25 avril, pour déjouer le danger représenté notamment par le projet colonial du socialiste Soares, le FRELIMO renforçait sa lutte armée. Ceci aboutissait quelques mois plus tard, le 7 septembre 74, à la signature par le gouvernement portugais issu de la «révolution des œillets», d'un cessez-le-feu. Ce furent les accords de Lusaka qui prévoyaient une phase de transition ; celle-ci commença le 20 septembre et dura jusqu'au 25 juin 75, date de la proclamation de l'indépendance du Mozambique. Le gouvernement de transition formé le 20 septembre 74 comprenait 9 ministres portugais et 9 ministres appartenant au FRELIMO, dont le premier

ministre, Chissano, actuellement ministre des Affaires Etrangères du Mozambique. Les tâches fixées à ce gouvernement étaient d'organiser l'évacuation complète des forces armées portugaises, le démantèlement de tout l'appareil colonial et le transfert total du pouvoir au Front de libération du Mozambique. Pour le FRELIMO, il s'agissait de profiter du cessez-le-feu et de cette période de transition pour réaliser une large mobilisation politique du peuple, notamment dans les zones non encore libérées par la lutte armée, afin d'établir avant la date officielle du 25 juin 75 les meilleures conditions pour la mise en œuvre d'une indépendance authentique et non pas formelle. Cette mobilisation, c'est ce à quoi allaient s'employer notamment Samora Machel et Dos Santos, les deux principaux dirigeants du FRELIMO, qui étaient restés à l'écart de toute responsabilité dans le gouvernement de transition.

LES SABOTEURS

Durant la période de ce gouvernement, les capitalistes portugais et étrangers, s'appuyant sur les vieilles structures coloniales, tentent de remettre en cause l'accession du Mozambique à l'indépendance. Ils vont chercher à créer une situation économique catastrophique, pouvoir mettre en place un gouvernement de type néo-colonial. C'est ainsi qu'avec des complicités de l'extérieur, ils organisent le sabotage pour désorganiser la production. Le gros planteur qui s'en va casse les tracteurs, les systèmes d'irrigation, nous avons pu voir ainsi tout un matériel agricole rendu inutilisable durant la période de transition. Les patrons essaient de provoquer des ruptures de stocks, pour cela ils ne passent pas de commandes à temps, ils subtilisent les carnets de commandes. Les moyens de transport sont démantelés : c'est ainsi que de nombreux autobus et taxis sont conduits en Rhodésie.

L'Afrique du Sud et le Portugal vont aussi émettre des faux billets, sur une

LA LUTTE POUR UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE

La lutte sur le front de l'industrie

ouvrière le rôle décisif au sein de la société mozambicaine. «C'est cette classe, dit Samora Machel, qui doit assumer la responsabilité du développement économique de notre pays, c'est elle qui doit engager le combat pour liquider la misère. Sans son engagement complet, il n'est pas possible de sortir de la dépendance, de l'orbite du capitalisme».

Mais, pour jouer pleinement son rôle, la classe ouvrière mozambicaine doit surmonter d'importants obstacles liés à l'héritage colonial.

grande échelle, pour ruiner le Mozambique : ce genre de pratiques continue, le régime raciste de Vorster faisant encore pénétrer, au Mozambique en tous cas, jusqu'à une période toute récente, des faux billets, par le biais des rémunérations des travailleurs mozambicains qui sont encore nombreux à travailler en Afrique du Sud.

Parmi les formes de sabotage de l'économie mozambicaine qui se sont multipliées et que l'on trouve encore, il y a par exemple le fait que des matériaux achetés à des sociétés étrangères sont payés mais n'arrivent jamais, ou bien la surfacturation de denrées importées par des entreprises échappant encore au contrôle de l'Etat.

Du point de vue du gouvernement mozambicain, sa décision de ne pas tout nationaliser et de laisser encore une partie des entreprises aux capitalistes privés tient à plusieurs raisons, notamment le fait que l'Etat ne dispose pas actuellement de capitaux suffisants pour tout prendre en charge et le fait que nombre d'entreprises, pour leur approvisionnement technique aussi bien que pour leurs marchés, dépendent encore largement de l'extérieur, de sociétés étrangères qui, si elles coupaient les ponts suite à des mesures de nationalisation immédiate, créeraient des problèmes qui ne paraissent pas pouvoir être maîtrisés tous en même temps. Toutefois, les patrons qui refusent de se soumettre aux objectifs économiques fixés nationalement voient leur entreprise nationalisée. Les difficultés à surmonter dans les entreprises sont accrues du fait que, outre les tentatives de sabotage, l'ancien personnel d'encadrement lié au système colonial, est généralement parti, de même qu'une masse d'ouvriers portugais qui détenaient les postes qualifiés, le prolétariat noir étant relativement marginalisé. Autant de postes, de compétences techniques à compenser.

Se servant du manque d'organisation et d'expérience des travailleurs dans

des secteurs importants des villes, les capitalistes étrangers et leurs agents ont entrepris, au moment du gouvernement de transition, un travail de sape sournois qu'ils ont essayé de perpétuer ensuite. Dans bien des cas, les patrons qui, habituellement, réprimaient durement les travailleurs mozambicains et les dénonçaient à la PIDE fasciste, se sont «mués» en «anti-fascistes» et «ultra-révolutionnaires», appelant à des revendications salariales immédiates, à des grèves incessantes, tentant de diviser les ouvriers par une politique d'«épuration» injuste et aberrante, essayant de poser en «meilleurs défenseurs» des travailleurs que le FRELIMO.

DES EXPLOITEURS «MUÉS» EN «DÉFENSEURS» DES TRAVAILLEURS

Sous le coup de ces manœuvres, la situation de l'économie s'est aggravée et la productivité a diminué en 1975. Pour y faire face, le FRELIMO va s'engager dans une lutte de classes acharnée au sein des usines. Dans un discours d'octobre 76, Samora Machel mettra en évidence les dangers que présente la baisse brutale de la productivité et la désorganisation voulue par les capitalistes, les anciens colons, l'entourage hostile des régimes racistes. La campagne lancée pour le développement de la production va s'accompagner d'une prise en mains croissante par les travailleurs de leurs entreprises, ceux-ci menant un lutte complexe pour évincer des conseils d'administration et des groupes dynamisateurs — mis en place par le FRELIMO — ceux qui étaient partie prenante d'activités de sabotage de l'économie.

C'est dans ce contexte de luttes qu'il faut replacer l'expérience de l'usine de Maquinag que nous avons visitée, et la mise en place dans cette entreprise du Conseil de production, organisme élu par les travailleurs, avec une représentation de chaque section de production de l'usine.

DANS LA BANLIEUE DE LA CAPITALE

L'expérience de Maquinag

Reportage réalisé par le Centre d'Information sur le Mozambique

14 rue Nanteuil - 75 015 PARIS

Maquinag est une usine de 400 ouvriers, située à Matola, banlieue industrielle de Maputo, qui fabrique du matériel agricole et des ascenseurs.

Dès le mois de mai 1974, à la suite du coup d'Etat portugais du 25 avril 1974, l'entreprise se retrouve sans direction. A partir d'août 1974, l'unique structure existant dans l'entreprise est le «groupe dynamisateur».

Pendant les six premiers mois de l'année 1975, on assiste à une importante baisse de la production. L'entreprise doit emprunter pour payer les salaires. Le chiffre d'affaires passe de 54 000 contos en 1974 à 25 000 contos en 1975. Cette baisse de production est liée à l'absence de direction effective de l'en-

tiatives du Groupe Dynamisateur, s'accompagne d'une amélioration des conditions de travail et des salaires.

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DES SALAIRES

Alors que le salaire moyen était de 1 800 dollars en 1975, le salaire minimum en 1977 est de 2 500 dollars pour les nouveaux embauchés sans expérience professionnelle. En fait le salaire moyen est de 3 250 dollars. Comment s'est réalisée cette augmentation de salaire ? En novembre 1976, les comptes des 11 premiers mois de l'année et les prévisions établies jusqu'à la fin 1977 font apparaître à la direc-

tion des conseils de production dans les entreprises, à la suite d'un important discours du Président Samora Machel à la classe ouvrière, le 13 octobre 1976, le secrétaire du Groupe Dynamisateur de Maquinag est choisi pour faire partie de la commission d'implantation des Conseils de production dans les 46 principales entreprises de la région de Maputo, en août 1977 : mobiliser les travailleurs, accroître la production, étudier des formes d'augmentation de la productivité, proposer à l'administration des mesures visant à l'amélioration des conditions de travail, lutter contre l'indiscipline dont tirent profit les actions de sabotage.

LA FORMATION DU CONSEIL DE PRODUCTION DE MAQUINAG

A Maquinag, le Conseil de production est créé en mars 1977. Dans une pre-

mation professionnelle, affaires économiques, contrôle et discipline.

Les trois structures de l'entreprise (conseil de production, Groupe dynamisateur, direction) se réunissent ensemble au moins une fois par mois. De plus, des réunions ont lieu toutes les fois que c'est nécessaire. En fait, il existe des contacts permanents entre les trois structures et on n'attend pas la réunion pour résoudre les problèmes simples.

LA SITUATION DE L'ENTREPRISE FIN 77

Au plan social, l'entreprise est dans une phase de perfectionnement. Un nouveau règlement intérieur est en discussion, pour définir les avantages sociaux dans l'entreprise et notamment la prise en charge des périodes de maladie. Sont en discussion également la construction d'un réfectoire (il n'en existe pas dans l'entreprise), l'organisation de l'alphabétisation et de la formation du personnel.

Au niveau économique, on en est à l'étape de la planification. Les objectifs de production sont déterminés par le gouvernement, par le ministère de l'Industrie et du Commerce et par celui de l'Agriculture. Auparavant, une partie de l'entreprise produisait des ascenseurs. D'autres unités de la région de Maputo fabriquent également des ascenseurs. Un plan du ministère de l'Industrie et du Commerce a préparé la concentration, puis la fusion de ce secteur. La nouvelle unité constituée assurera la fabrication de tous les ascenseurs au Mozambique et les services d'entretien. Elle se chargera de la gestion des stocks pour cette branche.

L'autre activité fondamentale de l'entreprise doit être la fabrication de tout le matériel de transport nécessaire aux projets agricoles. A ce niveau, c'est le ministère de l'Agriculture qui fixe les objectifs. On prévoit, d'ici la fin 1980, la fabrication de 1 500 remorques et de 400 carrosseries de véhicules.



Les moyens de transport : un des problèmes cruciaux à résoudre après les détournements de bus, etc., vers la Rhodésie.

treprise et de structures d'organisation des ouvriers. Les stocks sont mal gérés et les travailleurs sont complètement démotivés. La nécessité de réorganiser l'entreprise est une question qui se pose de façon urgente.

Avec l'Indépendance, l'Etat prend le contrôle de l'entreprise, à la suite de la nationalisation des banques et des assurances, qui détiennent le capital de l'entreprise.

En août 75, l'Etat nomme un conseil d'administration. Ce conseil d'administration comprend deux personnes : un administrateur de l'Institut de Crédit du Mozambique (banque nationalisée) et un directeur technique qui avait déjà une expérience de l'entreprise.

Le nouveau conseil d'administration et le Groupe dynamisateur mobilisent les ouvriers. Dès janvier 1976, la production couvre les charges de l'entreprise. A la fin de l'année 1976, le chiffre d'affaires est de 68 000 contos, alors que l'entreprise emploie 380 ouvriers. Les prévisions sont pour l'année 1977 un chiffre d'affaires de 86 000 contos avec 420 ouvriers, et pour 1978 de 115 000 contos avec 460 travailleurs.

Cette évolution depuis 1975, résultat de l'intense mobilisation des travailleurs qui répondent aux

possibilité d'augmenter les salaires. Le ministère du Travail propose un cadre-type de grille des salaires pour l'entreprise. Il faut alors trois mois de discussions avec les travailleurs pour se mettre d'accord sur les classifications et pour voir, cas par cas, quelle est la classe de chaque travailleur (dans certains cas, on fait passer des examens professionnels). Les problèmes sont tranchés par des réunions des structures.

Un autre aspect de l'amélioration de la situation sociale des ouvriers : l'ouverture, prévue pour la fin 1977, d'un Centre social construit dans l'entreprise.

Toute cette évolution est soutenue par le gouvernement et encouragée par le 2^e Congrès du FRELIMO, tenu en février 1977, qui décerne à l'entreprise un prix d'honneur pour son rendement.

Au début, la direction de l'entreprise et les organes ouvriers de celle-ci entretiennent des rapports tout à fait différents de ceux qui existent dans les entreprises gérées par des capitalistes privés : ayant des objectifs normalement identiques, les relations entre la direction et les organes ouvriers sont largement facilitées, et le travail amélioré.

Au moment de la créa-

tion de l'entreprise la possibilité d'augmenter les salaires. Le ministère du Travail propose un cadre-type de grille des salaires pour l'entreprise. Il faut alors trois mois de discussions avec les travailleurs pour se mettre d'accord sur les classifications et pour voir, cas par cas, quelle est la classe de chaque travailleur (dans certains cas, on fait passer des examens professionnels). Les problèmes sont tranchés par des réunions des structures.

Un autre aspect de l'amélioration de la situation sociale des ouvriers : l'ouverture, prévue pour la fin 1977, d'un Centre social construit dans l'entreprise.

Toute cette évolution est soutenue par le gouvernement et encouragée par le 2^e Congrès du FRELIMO, tenu en février 1977, qui décerne à l'entreprise un prix d'honneur pour son rendement.

Au début, la direction de l'entreprise et les organes ouvriers de celle-ci entretiennent des rapports tout à fait différents de ceux qui existent dans les entreprises gérées par des capitalistes privés : ayant des objectifs normalement identiques, les relations entre la direction et les organes ouvriers sont largement facilitées, et le travail amélioré.

D'après l'ambassadeur de Somalie en France

LES COMBATS CONTINUENT EN OGADEN

Dans une interview qu'il a accordé lundi, M. Samanthar, ambassadeur de Somalie en France, a déclaré que des combats se poursuivaient en Ogaden : «Le Front de Libération de la Somalie Occidentale, structuré en groupes de maquisards, multiplie les attaques contre les troupes éthiopiennes installées dans le massif du Harrar, mais aussi dans le Sidamo et le Balé». L'ambassadeur a affirmé que les guerilleros, sans armes lourdes et sans appui logistique de l'armée somalienne, avaient abattu plusieurs centaines de soldats éthiopiens et plusieurs dizaines

de Cubains pendant les dernières semaines.

Il a déclaré que les plans de l'URSS dans la Corne de l'Afrique prévoyaient de nouvelles mesures contre la Somalie, mais que dans la période actuelle, ils étaient dirigés avant tout contre la lutte du peuple érythréen : «L'écrasement de l'Erythrée est prioritaire dans les plans du Kremlin. Je m'étonne que l'Europe continue à se désintéresser de la dégradation de la situation dans cette partie du monde. Comment les Européens ne voient-ils pas que les Russes, en investissant, sont en train d'encercler l'Europe».

Paris : soirée d'information sur l'Erythrée

Mercredi 17 mai, de 19 h à 24 h
4 place St Germain-des-Près
(anciennement 44 rue de Rennes)
organisée par le Bureau d'information sur l'Erythrée à Paris

Le meeting-débat se tiendra en présence d'un membre du comité central du FPLE, qui répondra aux questions sur la situation de son pays.

Et en exclusivité en France : la projection du film «Sawrana» («Notre Révolution») tourné par le département audio-visuel du FPLE.

Le film qui évoque la tenue du premier congrès du FPLE (janvier 77), montre notamment :

— la vie sociale dans les zones libérées et les combats victorieux pour la libération des villes de Nacfa, Afabet.

— Asmara, la capitale assiégée par les forces de libération.

AFGHANISTAN : CONFÉRENCE DE PRESSE DU NOUVEAU PRÉSIDENT

Taraki, président du conseil révolutionnaire et premier ministre afghan, a fait une conférence de presse au cours de laquelle il a affirmé que le coup d'Etat militaire qui a porté au pouvoir son parti, le PDP n'était pas lié à des influences étrangères. On sait en effet que de nombreux commentaires ont estimé qu'il s'agissait d'un putsch pro-soviétique.

Taraki a affirmé au contraire qu'il s'agissait d'une «authentique révolution préparée de longue date par des militants (civils et militaires) du parti démocratique et populaire (PDP) pour libérer le peuple de l'oppression de l'aristocratie».

Il a nié que le nouveau régime puisse être lié à

l'URSS : «Nous ne sommes le satellite de personne. Nous sommes indépendants, mais nous ne renoncerons à aucune aide». Il s'est déclaré favorable au maintien de bonnes relations avec tous les pays, y compris les Etats-Unis. Il a précisé : «Nous poursuivrons une politique de strict non-alignement et ne participerons à aucun pacte militaire». Ce point est assez important puisque Brejnev continue à vouloir promouvoir son «pacte de sécurité collective» pour l'Asie.

Après avoir été reconnu par des Etats proches de l'URSS, il semble que le nouveau régime afghan soit reconnu par d'autres pays qui vont maintenir avec l'Afghanistan leurs relations diplomatiques.

«LE PROCES DES SYNDICALISTES TUNISIENS NE REPOSE SUR RIEN»

Déclaration de Maître Zavrian recueillie par J.P. Champagny

Maître Zavrian, chargé de mission par la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, a effectué la semaine dernière une enquête sur la situation des syndicalistes de l'UGTT emprisonnés depuis les événements du 26 janvier. Il a été expulsé vendredi par la police de Nouira. Nous lui avons demandé de nous relater les circonstances de son enquête et les éléments qu'il a pu recueillir.

«J'avais une mission d'information générale sur l'ampleur de la répression, le fondement juridique des accusations. Je devais essayer de rencontrer l'ancien dirigeant de l'UGTT, Habib Hachour. En arrivant mardi à Tunis, j'ai entrepris des démarches pour rencontrer le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice. Ils ne m'ont pas répondu, mais j'ai pu rencontrer les avocats des syndicalistes.

Mais vendredi matin, on m'a notifié que j'étais indésirable en Tunisie. La police a saisi tous mes documents, d'abord ceux que j'avais apportés, mais également le double de ma correspondance avec le ministre de la Justice, ainsi que mes notes personnelles. La saisie de mes notes peut être dangereuse pour les personnes avec lesquelles je suis entré en contact et que la police va sûrement tenter d'identifier. A l'aéroport, j'ai dû subir en plus une fouille au corps complète. C'est la première fois que de telles mesures sont prises contre un observateur de la Fédération».

D'après les éléments qu'a pu rassembler Maître Zavrian, il y a eu 600 arrestations et condamnations de manifestants au sujet desquelles il est difficile d'avoir des renseignements, étant donné qu'ils sont considérés comme

droit commun. En ce qui concerne les syndicalistes, ils sont 38, membres du Comité Exécutif de l'UGTT, parmi lesquels Habib Hachour. Ils ont été détenus arbitrairement, sans aucun contrôle dans les locaux du ministère de l'Intérieur du 28 janvier, date de leur arrestation jusqu'au 20 mars. Pendant cette période, ils ont été interrogés sans arrêt, ont subi de mauvais traitements, et des sévices (coups, éclairage constant de leurs cellules) Maître Zavrian devait recueillir des témoignages sur des cas de torture au moment où il a été expulsé.

L'observateur de la Ligue des Droits de l'Homme nous a résumé ses impressions en disant : «Le procès me semble choquant, d'abord parce que cette détention policière arbitraire de deux mois est contraire à tous les principes. D'autre part, quatre

inculpés étaient députés, et leur immunité parlementaire n'a été levée qu'après coup. Enfin les chefs d'inculpation : (association de malfaiteurs, tentative de changer la forme du gouvernement par des méthodes illégales, incitation à la haine, au meurtre, au pillage) ne reposent sur rien».

En fait, malgré toutes les pressions qui ont été faites, les 38 syndicalistes ont refusé d'avouer tous les crimes que la police leur attribuait. Ils ont maintenu qu'ils n'avaient fait qu'appliquer une décision du syndicat UGTT en appelant à la grève le 26 janvier. La police de Nouira, qui voulait absolument «prouver» la présence d'armes dans les locaux de l'UGTT, base une partie de ses accusations sur la découverte de deux billes dans un bureau du syndicat !

D'après les observations de Maître Zavrian, cette politique de répression a conduit le gouvernement à un isolement total. Le syndicat réorganisé et normalisé par Nouira n'a aucune crédibilité auprès des travailleurs. Le 1^{er} mai, cette pseudo-UGTT appelait les travailleurs à se mobiliser «pour la prospérité de leur entreprise». Le défilé qu'elle a organisé pour la fête des travailleurs et a été déserté par ceux-ci, alors que la police quadrillait les villes.

Voyage de Mondale en Asie du Sud-Est

Le vice-président américain Mondale vient d'effectuer un voyage en Asie du Sud-Est, en Thaïlande, aux Philippines et en Indonésie. Cette visite était destinée à réaffirmer le rôle qu'entend jouer l'impérialisme américain dans cette région du monde : «Les intérêts des Etats-Unis sont irrévocablement liés au Pacifique et personne ne doit douter de la détermination de mon pays à défendre la sécurité de la région».

Il semble que, lors de sa tournée internationale en Europe et en Asie, Carter ait préféré se rendre en Inde, où les USA sont directement confrontés à l'influence soviétique, plu-

tôt que de rendre visite à des dictateurs qui restent en général des alliés sûrs.

Mondale ne semble pas avoir eu de problèmes de conscience dans ces trois pays où les «Droits de l'Homme», thème cher à Carter, sont constamment bafoués. Aux Philippines, Marcos a rejeté les remontrances des Etats-Unis au sujet du régime de loi martiale que le pays subit depuis des années. On peut penser que les relations privilégiées avec Marcos demeureront, dans la mesure où les USA doivent renégocier avec lui la location de deux bases militaires.

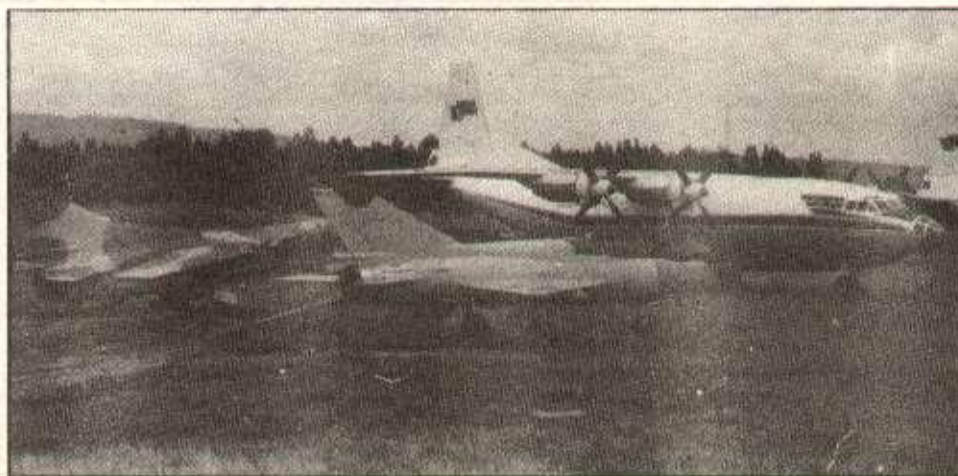
En Indonésie, Mondale a attribué un prix d'excellent

ce à l'économie de ce pays pour son taux de croissance qui est un des plus forts du monde. Il a mentionné avec satisfaction le fait que la dictature de Suharto ait libéré quelques milliers de prisonniers politiques. Il a annoncé un accroissement de la «coopération économique» avec l'Indonésie et la livraison de matériel militaire.

Les «Droits de l'Homme» en Thaïlande n'ont pas davantage préoccupé Mondale, puisque les USA vont poursuivre leurs livraisons d'armes (trente millions de dollars l'année prochaine) et accroître leur aide économique au régime militaire fasciste de Bangkok.

TRAFIC SOVIÉTIQUE SUR L'AÉROPORT D'ADDIS-ABEBA

(PHOTO D'UN CORRESPONDANT) - DR -



Cette photo a été prise voici quelques jours sur l'aéroport éthiopien, par un correspondant. Les initiales CCCP sur l'avion, au second plan, indiquent un avion soviétique. Sur l'aéroport d'Addis-Abeba, le trafic de la flotte aérienne soviétique, qui amène des moyens militaires considérables pour faire la guerre contre le peuple érythréen, est intense.

ESPAGNE : LE PCE POUR

LA MONARCHIE
Les Cortes étudient actuellement un projet de Constitution. Elle prévoit une monarchie constitutionnelle. Le PCE, qui avait abandonné le drapeau républicain, a annoncé qu'il voterait pour la monarchie. Carrillo a déclaré : «Si nous propositions maintenant la république, nous nous exposerions à une aventure catastrophique et, au bout du compte, nous n'obtiendrions pas la république et nous perdrons la démocratie».

L'ASSOCIATION POUR LA
DIFUSION DE LA CULTURE
LATINOAMÉRICAINE
organise une

PEÑA

spectacle folklorique
boissons
empanadas

Vin à volonté

Tous les vendredis à 20 Hrs
27 av de Choisy M porte de Choisy

ILLUSTRATION DE LA BIEN-ÊTRE CULTUREL

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 9 mai

TF 1

19 h 15 : Une minute pour les femmes
 19 h 20 : journal
 19 h 55 : Football : Eindhoven Bastia
 20 h 45 : Eh bien raconte
 21 h 00 : Eindhoven-Bastia, deuxième période
 21 h 50 : Découvertes TF 1
 22 h 35 : journal et fin

A 2

19 h 20 : Actualités régionales
 19 h 45 : Top club
 20 h 00 : Journal
 20 h 35 : Les dossiers de l'écran
 1958. D'une république à l'autre, film de montage de Gilbert Larriaga, débat : le retour du général de Gaulle au pouvoir.
 23 h 30 : Journal et fin.

FR 3

19 h 40 : Tribune libre
 19 h 55 : Flash journal
 20 h 00 : Les jeux de vingt heures
 20 h 30 : Arsène Lupin contre Arsène Lupin
 22 h 15 : Journal et fin

Mercredi 10 mai

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 19 h 55 - Tirage du loto et de la loterie nationale
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête
 22 h 00 - Indications
 23 h 00 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club
 20 h 00 - Journal
 20 h 10 - Football : Liverpool-Bruges
 22 h 00 - Septième avenue
 22 h 50 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Photo souvenir
 22 h 00 - Journal
 22 h 15 - Ciné-regards

Studio Saint Séverin, rue Saint Séverin,
 Paris 5^e Métro Saint Michel

MAI 68 PAR LUI-MÊME

Une initiative intéressante : une série de films sur mai 68 qui se situent enfin dans une autre optique que celle que la bourgeoisie essaie de faire passer dans ses anniversaires-entretiens. La grande presse, comme il est convenu de l'appeler, retient le côté spectaculaire : c'est à qui sortira les meilleures photos,

inédites, en exclusivité, etc... La télé abonde dans le même sens : quand ce n'est pas le film débile qui a été projeté aux dossiers de l'écran, les rares émissions — sans débat — sont orchestrées par l'un des adversaires les plus farouches du mouvement, le gaulliste André Frossard.

Dans les productions

dont nous sommes abreuvés aujourd'hui par la presse et la télé de la bourgeoisie, tout est bon pour cracher sur le mouvement, ou plus subtilement pour le récupérer.

C'est pour se dé-poussiérer de cette présentation des faits qu'il est intéressant d'aller voir ces films. Certes, le

bilan d'ensemble de mai 68 reste à faire. Même dix ans après, il serait bien imprudent de pouvoir prétendre donner une analyse complète sur un mouvement d'une telle ampleur, et d'une telle complexité.

Cette série de films a le mérite incontestable d'apporter des éléments pour nourrir la réflexion.

Des témoignages sur mai 68 par des acteurs, pas seulement les vedettes de l'actualité, mais des éléments des masses.

Trois programmes de deux heures passent en alternance. Horaire : 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. Des débats sont prévus. Voici le détail des films.

1^{er} Programme :

— Le droit à la parole : les nouvelles formes d'expression dans le mouvement de mai.
 — Mikono : des éléments d'actualité. Evocation ironique sur la vie d'un CRS, du berceau à la répression.
 — Le cheminot : la grève dans un dépôt SNCF. Un cheminot, bloqué à Paris pendant la grève, va discuter à la Sorbonne avec les étudiants.
 — Wonder : la reprise du travail à l'usine Wonder de Saint-Ouen ne se fait pas sans mal.

2^e Programme :

— Le joli mois de mai : les mouvements étudiants dans différents pays d'Europe.
 — Oser lutter, oser vaincre : la grève à l'usine Renault de Flins. Les heurts des travailleurs avec les permanents syndicaux, la répression policière. L'affrontement entre des travailleurs et un délégué CGT lors du vote à bulletin secret qui décidera de la reprise du travail.

3^e Programme :

Sochaux juin 68. l'occupation de l'usine, et la répression policière qui fait deux morts.
 Grands soirs et petits matins : Paris au mois de mai. La parole à tous ceux qui ne parlent pas d'habitude. « Garçons de café, retraités, illuminés, immigrés, ménagères, étudiants, syndicalistes, touristes venus des beaux quartiers, cadres en mal de bonne conscience, enragés de tout poil et de toutes tendances, forment partout des tables rondes ambulantes ».



SOLIDARITE AVEC
 LA GREVE DES POSTIERS



CONTRE LES BRISEURS DE GREVE

Et l'acier fut trempé

126^e épisode

Après des manœuvres où le bataillon de Kortchaguine se fit remarquer, Kortchaguine va se reposer chez sa mère. Au dépôt les odeurs, l'ambiance, des souvenirs d'enfance et de jeunesse se dessinent dans la tête de Kortchaguine...

Depuis des mois il n'avait pas entendu le cri d'une locomotive et, de même que le marin est chaque fois ému de retrouver l'étendue infinie bleu turquoise de la mer après une longue absence, de même l'ancien chauffeur et monteur se retrouvait ici dans son élément et en subissait l'appel impérieux. Pendant longtemps, il ne put maîtriser cette impression. Il parla peu avec son frère, chez qui il remarqua une nouvelle ride au front. Artem travaillait à une forge portative. Il avait un deuxième enfant. Sa vie devait être pénible. Il n'en disait rien, mais c'était facile de s'en rendre compte. Ils travaillèrent ensemble une heure ou deux, et se séparèrent. Au passage à niveau, Pavel arrêta son cheval et contempla longuement la gare, puis il écrivait sa monture et la lança au grand galop à travers le bois.

Les routes forestières étaient devenues sûres. Les bolchéviques avaient exterminé les petits et les gros bandits et brûlé leurs tanières au fer rouge. La vie était devenue plus tranquille dans les villages.

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Kortchaguine arriva à Bérezdov vers midi. Lida Polévykh l'accueillit joyeusement sur le perron du comité de district.

— Enfin, te voilà ! On s'ennuyait déjà de toi, ici.

Et, le prenant par les épaules, elle entra avec lui dans la maison.

— Où est Razvalikhine ? lui demanda Kortchaguine en retirant sa capote.

Lida répondit à contre-cœur :
 — Je ne sais pas. Ah oui ! Il a dit ce matin qu'il irait à Pécole faire un cours à ta place sur l'histoire des sociétés. Et il a ajouté : « C'est ma tâche, après tout, et pas celle de Kortchaguine. »

La nouvelle surprit désagréablement Pavel. Razvalikhine ne lui avait jamais plu. « Qu'est-ce que ce type va bien pouvoir leur raconter à l'école ? » pensa-t-il, mécontent.

— N'en parlons plus. Voyons maintenant ce qu'il y a de bon. Tu es allée à Gronchovka ? Comment ça va là-bas ?

Lida lui raconta tout par le menu. Kortchaguine se reposait sur le divan, détendant ses jambes endolories.

— ... Avant-hier, Rakitina a été admise au Parti en tant que « candidate ». Ça renforcera notre cellule de Poddoubtsy. Rakitina est une fille bien, elle me plaît beaucoup. Tu vois, il s'est amorcé un

tournant chez les instituteurs, certains passent entièrement de notre côté.

Trois personnes restaient parfois tard dans la nuit chez Lissitsyne, autour d'une grande table. Lissitsyne lui-même, Kortchaguine et Lytchikov, le nouveau secrétaire du comité de district du Parti.

La porte de la chambre à coucher était fermée. La femme et la fillette du président du comité dormaient, tandis que les trois étaient penchés sur un petit livre. C'est seulement la nuit que Lissitsyne trouvait le temps d'étudier. Lorsque Pavel rentrait de ses tournées dans les villages, il passait le soir chez Lissitsyne et apprenait tristement qu'il avait pris du retard sur ses deux compagnons.

Une nouvelle arriva de Poddoubtsy : Grichoutka Khorovodko avait été abattu, la nuit, par des inconnus. Sitôt averti, Pavel se précipita à l'écurie du Comité exécutif, oubliant la douleur qui lui tenaillait les jambes. Il y arriva en quelques minutes, sella fébrilement un cheval et, le fouettant à tour de bras, galopa vers la frontière.

Dans la vaste isba du Soviet rural, sur une table couverte de verdure, Grichoutka était étendu sous les plis du drapeau du Soviet. Un garde-frontière et un komsomol, plantés sur le seuil, interdisaient à la foule l'accès de la pièce en attendant l'arrivée des autorités. Kortchaguine pénétra dans l'isba, s'approcha de la table et écarta le drapeau.

(à suivre)

Liban : les paras français restent à Tyr

Un porte-parole de l'ONU a nié que les paras français seraient retirés de Tyr. La nouvelle avait été donnée que le commandement de l'ONU avait donné cet ordre pour que soient installés des postes dans des zones occupées par Israël. Cela avait donné l'occasion aux paras d'avouer crûment la conception de leur rôle tel qu'il leur avait été défini par Paris. Un officier dit au *Figaro* : « Si on ne veut pas qu'on touche aux Palestiniens en armes dans ce secteur alors qu'on nous dise carrément que nous sommes venus ici simplement pour prendre de mauvais coups et pour donner une bonne raison aux Israéliens de dire que l'ONU n'est qu'une plaisanterie et qu'il faut bien que leur propre armée s'occupe de nouveau des fedayins ». En principe les casques bleus doivent assurer l'évacuation du Liban par Israël. La conception française de cette mission n'est pas d'obliger les Israéliens à partir ; pour qu'Israël n'attaque pas, il faut écraser les Palestiniens. Giscard a envoyé ses hommes pour compléter l'action criminelle des agresseurs israéliens. L'aveu est d'importance.

Italie : Nouveau déchaînement

Le piétinement de la police dans l'affaire Moro est l'occasion pour le PCI d'une violente attaque contre les « complicités » que les Brigades Rouges rencontreraient, attaque visant la DC. Selon le PCI, l'impuissance de la police, la découverte dans des caches des Brigades Rouges de documents photocopiés dans les ministères sont la preuve de ces « complicités ». Le PCI fait la surenchère sur la DC, ses accusations virulentes ont pour matérialisation la dénonciation violente des militants et des syndicalistes qui s'opposent à lui, leur exclusion des syndicats ; elles sont en même temps un appel à la multiplication des rafles qui frappent les opposants politiques et n'ont pas fait avancer l'enquête d'un pouce.

Djibouti : enlèvement d'un Français

Un groupe de personnes a enlevé un coopérant français, avant de s'enfuir en Ethiopie en forçant un poste frontière djiboutien. Le premier ministre de Djibouti a « saisi le gouvernement éthiopien par l'intermédiaire de son chargé d'affaires à Djibouti » annonce un communiqué. Attribué à un groupe « afar », l'une des deux nationalités de Djibouti présente également en Ethiopie, cet enlèvement peut contribuer à renforcer la pression éthiopienne sur l'ancienne colonie française, tiraillée entre la Somalie et l'Ethiopie qui s'affrontent dans la Corne. Des mouvements « afars » liés à l'Ethiopie ont commencé depuis plusieurs mois à parler de partition de la République, importante position stratégique aux portes de la Mer Rouge et de l'Océan Indien.

Coup d'état manqué aux Seychelles

Le ministre des Affaires étrangères des Seychelles a annoncé que son gouvernement avait déjoué un coup d'Etat qui s'était préparé pendant la visite du président Albert René en Chine. Plusieurs personnes ont été arrêtées, des armes et des munitions ont été saisies. L'archipel des Seychelles occupe une position stratégique au centre de l'Océan Indien où les impérialismes, en particulier les super-puissances, rivalisent pour obtenir des bases militaires. C'est à Victoria, capitale des Seychelles que s'était tenue le mois dernier une conférence des pays riverains pour la neutralité de l'Océan Indien.

Somalie : après la visite de Siad Barre en Chine

Après la visite du président somalien en Chine et le redoublement d'attaques contre la Somalie qui a suivi dans la presse soviétique, l'hebdomadaire somalien *Vanguard* a répondu en définissant ainsi les liens de la Somalie et de la Chine : « Il existe de solides liens d'amitié entre le peuple de Chine et ceux des autres pays du Tiers Monde... De tels liens et relations se fondent sur le respect mutuel et la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures. Les petits Etats voient en la Chine un pays qui soutient les mouvements de libération nationale et qui condamne l'Union soviétique. La Somalie, la Chine ainsi que tous les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, soutiennent aujourd'hui le Front uni de la période nouvelle contre l'agression, l'intervention, le contrôle et le sabotage ».

Bellavita devant la chambre d'accusation mercredi

LES DÉLITS D'OPINION ET L'EUROPE DES POLICES

Antonio Bellavita, journaliste italien, passe à nouveau devant la Chambre d'accusation de Paris, mercredi 10 mai, qui examine la demande d'extradition de l'Italie à l'encontre de Bellavita. 1 500 journalistes français ont signé la pétition demandant que le journaliste italien puisse séjourner librement en France. L'enjeu est en effet important : derrière le procès Bellavita se profile la menace de la criminalisation de l'information, qui serait reconnue en France en même temps que les partis au pouvoir en Italie veulent l'imposer. Une nouvelle facette de

l'« espace judiciaire » européen serait ainsi mise en place après l'affaire Croissant qui a contribué à établir la « criminalisation » de la défense politique.

Toute l'information commencée en 1974 en Italie repose sur son activité de directeur d'une revue, *Contra-Informatione*. La justice a saisi dans une cache des Brigades Rouges, la documentation réunie par Bellavita pour une enquête « sur la lutte armée » destinée à être publiée. « Les juges m'ont assimilé, moi et ma documentation aux Brigades Rouges. Ils se sont trom-

pés. J'avais en tant que directeur de revue des contacts avec divers dirigeants de la gauche révolutionnaire, j'avais demandé à un camarade proche des Brigades Rouges s'il y avait possibilité de mettre à jour, compléter, contrôler mes archives. Je les lui ai remises » a expliqué Bellavita.

Caractéristique délit politique, l'affaire Bellavita a d'abord suscité un refus de la justice française, en décembre 1977, de répondre aux demandes italiennes.

Le plus inquiétant est que subitement, l'enlèvement de Moro en Italie a

modifié l'attitude du gouvernement français. Le 30 mars, Bellavita est jeté en prison. Comme l'affaire Schleyer a accéléré l'affaire Croissant, l'affaire Moro a été utilisée en Italie et en France pour introduire de nouvelles pratiques judiciaires, et tenter de les faire accepter.

Droit de presse, droit d'asile dans « l'espace judiciaire européen » sont au cœur du procès Bellavita. S'il était extradé, ce serait un pas de plus vers la négation du « délit politique » pour autant que celui-ci soit extérieur aux partis parlementaires existants.

RADIO FIL BLEU VEUT «METTRE DE L'ORDRE»

La lecture détaillée des 35 pages du jugement de la Cour d'appel de Montpellier a légèrement refroidi les hommes de Radio Fil Bleu. Les juges reconnaissent en effet que rien dans la législation française ne permet de poursuivre les animateurs de radios libres, mais ont reconnu, sur le fond, la légalité du monopole. Du coup, Radio Fil Bleu voudrait bien mettre un peu d'ordre parmi les radios libres, pour ne pas dire jouer les gendarmes.

C'est une carence juridique qu'ont constatée en fait les juges. Les radios libres sont illégales, mais personne ne peut les sanctionner. L'avocat Chassaing, membre de Radio Fil Bleu disait lundi à Montpellier : « Il suffit au parlement de voter un petit article qui prévoira par exemple de un à cinq ans

de prison pour tout individu qui viole le monopole, et le tour est joué. La liberté radio n'aura duré que l'espace d'un printemps ». Le côté épée de Damoclès du jugement donne des arguments aux giscardiens pour tenter d'imposer leur conception des radios libres. « Il faut lever l'hypothèque Radio Alice » ajoutait l'avocat mentionnant cette radio libre italienne qui avait pris le parti des manifestants en Italie l'an dernier. La vitalité et les initiatives dont font preuve les collectifs-radio ont-elles inquiété les amis de François Delmas ? Toujours est-il qu'ils ont appelé ce mercredi à une assemblée générale des collectifs, pour « autogérer la brèche ainsi ouverte dans le monopole ». C'est-à-dire définir des règles de bonne conduite (ne pas intervenir dans le domaine des lut-

tes ?) et attribuer des plages de fréquence (loin des émetteurs officiels, pour être plus facilement brouillé ?).

On n'a pas beaucoup

apprécié l'initiative, chez les animateurs de radios libres.

Eric BRÉHAT

GENERATION 2000 SAISIE

Les violons ne sont pas encore très bien accordés puisque lundi soir la police intervenait dans les locaux de la radio parisienne *Génération 2000*, saisissait le matériel et embarquait les participants. Une radio super sophistiquée, émettant de la musique disco en stéréophonie, n'était pourtant pas particulièrement subversive.

DEROGATION POUR RADIO SPORT

Le football sous surveillance armée a donné un bon argument aux animateurs musclés de Radio Sport, patronnée par des firmes d'accès-soires sportifs. Ils ont obtenu en effet une dérogation pour le 24 juin pendant toute la journée. Ce jour-là, en Argentine, on jouera la finale du Mondial. Radio Sport ne parlera de rien d'autre que de sport, bien sûr.

Dossier scolaire : exit...

« Ainsi que l'avait envisagé mon prédécesseur, je supprime le dossier scolaire et nous allons en revenir au livret scolaire » a déclaré lundi le nouveau ministre de l'Education Nationale, à la grande satisfaction des associations de parents d'élèves et d'André Henry qui faisait de cet abandon un préalable à la politique d'« ouverture ». Haby avait déjà laissé entendre qu'il ne tenait pas spécialement à son initiative qui devait permettre de « suivre » les enfants tout au long de leur scolarité.

Le fichage scolaire avait aussitôt suscité une importante réaction chez les enseignants et un comité pour le boycott du dossier scolaire s'était mis en place. Dans la mesure où une opposition s'était manifestée jusque dans le corps des inspecteurs, pourtant particulièrement docile vis-à-vis du ministère, le dossier n'était plus tenable.

L'aspect fichage des enfants n'a pas pour autant disparu de l'école. Avec la fin de l'année, arrive le moment où sont consciencieusement remplis les livrets scolaires où, si les éléments les plus personnels ne sont pas consignés, on trouve suffisamment d'indications pour couler parfois définitivement certains élèves.

Attentats en Corse

Plusieurs bâtiments ciels ont été visés dans la nuit de dimanche à lundi. D'autres attentats ont visé des particuliers, italiens et anciens rapatriés en particulier. La veille, Debré dénonçait, péle-mêle, les autonomistes et les indépendantistes. Par ailleurs, un nouveau mouvement nationaliste s'est créé, sous forme clandestine. Le « Mouvement pour la libération de la Corse » (MPCL) revendit-

que la souveraineté dans l'indépendance et ne pense pas que la violence soit le moyen essentiel d'y parvenir. Organisation de masse du FNLC ?

Phénix recouple

Le réacteur Phénix, arrêté depuis mars à la suite de fuites dans le circuit de sodium, a été recouplé sur le réseau EDF. Les travaux de sécurité sur le réacteur ne sont cependant pas terminés.